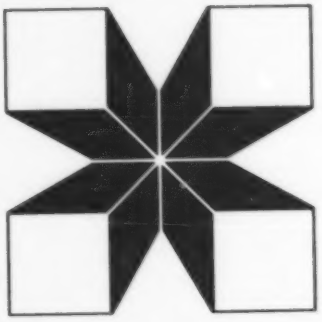
IDRC
CRDI
CIID



CANADA

RECHERCHE SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

PRIORITÉS FUTURES :

ENQUÊTE ET ÉVALUATION

ANN WESTON ET ROGER YOUNG

91-00543/

The International Development Research Centre is a public corporation created by the Parliament of Canada in 1970 to support research designed to adapt science and technology to the needs of developing countries. The Centre's activity is concentrated in six sectors: agriculture, food and nutrition sciences; health sciences; information sciences; social sciences; earth and engineering sciences; and communications. IDRC is financed solely by the Parliament of Canada; its policies, however, are set by an international Board of Governors. The Centre's headquarters are in Ottawa, Canada. Regional offices are located in Africa, Asia, Latin America, and the Middle East.

Le Centre de recherches pour le developpement international, societe publique creee en 1970 par une loi du Parlement canadien, a pour mission d'appuyer des recherches visant à adapter la science et la technologie aux besoins des pays en developpement; il concentre son activite dans six secteurs : agriculture, alimentation et nutrition; information; sante; sciences sociales; sciences de la terre et du genie et communications. Le CRDI est finance entierement par le Parlement canadien, mais c'est un Conseil des gouverneurs international qui en determine l'orientation et les politiques. Etabli à Ottawa (Canada), il a des bureaux regionaux en Afrique, en Asie, en Amerique latine et au Moyen-Orient.

El Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo es una corporación publica creada en 1970 por el Parlamento de Canadá con el objeto de apoyar la investigación destinada a adaptar la ciencia y la tecnologia a las necesidades de los paises en desarrollo. Su actividad se concentra en seis sectores: ciencias agricolas, alimentos y nutrición; ciencias de la salud; ciencias de la información; ciencias sociales; ciencias de la tierra e ingenieria; y comunicaciones. El Centro es financiado exclusivamente por el Parlamento de Canadá; sin embargo, sus politicas son trazadas por un Consejo de Gobernadores de caracter internacional. La sede del Centro está en Ottawa, Canadá, y sus oficinas regionales en América Latina, Africa, Asia y el Medio Oriente.

This series includes meeting documents, internal reports, and preliminary technical documents that may later form the basis of a formal publication. A Manuscript Report is given a small distribution to a highly specialized audience.

La présente série est reservée aux documents issus de colloques, aux rapports internes et aux documents techniques susceptibles d'être publiés plus tard dans une série de publications plus soignées. D'un tirage restreint, le rapport manuscrit est destiné à un public très spécialisé.

Esta serie incluye ponencias de reuniones, informes internos y documentos técnicos que pueden posteriormente conformar la base de una publicación formal. El informe recibe distribución limitada entre una audiencia altamente especializada.

IDRC-MR267f
Août 1990

RECHERCHE SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Priorités futures : enquête et évaluation

Ann Weston
(L'Institut Nord–Sud)

et

Roger Young

Les textes de ce rapport ont été reproduit tel qu'ils ont été soumis, sans examen par des pairs ni révision par le personnel de la Division des communications. À moins d'indication contraire, les droits d'auteur de ce rapport appartiennent aux auteurs. La mention d'une marque déposée ne constitue pas une sanction du produit; elle ne sert qu'à informer le lecteur.

P R É F A C E

Ce document contient deux rapports que les chercheurs en politique commerciale trouveront intéressants, du moins l'espérons-nous. Le premier traite des résultats d'une enquête sur la recherche sur les échanges commerciaux que des organisations de pays développés ont financée ou financent. Bien que l'échantillon ne soit pas complet, il donne certains des grands sujets étudiés. Le second est une revue assez substantielle de la littérature sur la politique commerciale et indique certains sujets qui méritent d'être étudiés plus à fond.

Ce document est offert à titre de modeste tentative pour partager l'information et éviter aux chercheurs dans ce domaine vaste et disparate de faire double emploi.

David Glover
Directeur associé
Programme de la politique économique
Division des sciences sociales

Table des matières

		Page
A.	Recherches sur la négociation et la politique commerciales: enquête et évaluation Roger Young	
I	Méthodologie	1
II	Principaux résultats	2
III	Appendices	15
B.	Recherche future sur la politique commerciale Ann Weston, l'Institut Nord-Sud	
I	Tendances observées et nouvelles questions de politique commerciale	26
II	Sujets justifiant des recherches plus poussées	
	a) Débat sur la libéralisation des échanges	30
	b) Autres questions	46
III	Conclusion	54
IV	Bibliographie	56

RECHERCHES SUR LA NÉGOCIATION ET LA POLITIQUE COMMERCIALES :

ENQUÊTE ET ÉVALUATION

Préparé par :

Roger Young
Septembre 1989

RECHERCHES SUR LA NÉGOCIATION ET LA POLITIQUE COMMERCIALES : ENQUÊTE ET ÉVALUATION

MANDAT

Le mandat de cette étude exigeait de l'expert-conseil :

. qu'il dresse un inventaire des travaux en cours sur le commerce international en effectuant une enquête postale auprès des principaux bailleurs de fonds de la recherche et des principales institutions de recherche qui s'intéressent à ce domaine;

. qu'il fournisse une évaluation provisoire, fondée sur un recensement de l'opinion des experts, de l'utilité des recherches en cours sur la négociation commerciale, et de tout ce qui peut être perçu comme une lacune des recherches actuelles.

MÉTHODOLOGIE

On a mis au point un questionnaire qui a été expédié par la poste aux principaux organismes qui financent ou mènent des recherches. Dans cette enquête (voir l'annexe 1), on demandait de l'information sur les orientations et les priorités actuelles de la recherche touchant le commerce international. Les sujets sont répartis par grands domaines, tels que les politiques générales de commerce international, les relations commerciales Nord-Sud, les recherches sectorielles (par exemple, agriculture, services, produits primaires, vêtement et textile), les analyses de données et la théorie commerciale. Une "fiche de réponse" a été fournie pour l'inscription des informations sur les projets.

Le questionnaire demandait aux cadres supérieurs des institutions recensées de porter un jugement sur l'utilité de la recherche sur la négociation commerciale comme moyen d'aider les pays en développement à élaborer leurs politiques commerciales.

On a également demandé aux répondants leurs points de vue sur l'opportunité de créer une base de données sur la recherche commerciale, ainsi que sur les modalités de financement et de fonctionnement de cette dernière.

On a dressé la liste de trente répondants à l'intérieur des principales institutions nord-américaines, ouest-européennes et multilatérales qui financent ou mènent des recherches. On trouvera cette liste à l'annexe 2. Vingt-trois questionnaires

remplis nous ont été retournés, ce qui nous fournit un échantillon représentatif des données et des points de vue sur les questions faisant l'objet de l'enquête. Les réponses proviennent d'organismes de financement et d'exécution de la recherche ayant leur siège au Canada, aux États-Unis et en Europe, et également d'organismes multilatéraux tels que la Banque mondiale, les Commissions économiques régionales des Nations Unies, l'OCDE, le GATT, l'Institut mondial pour le développement des recherches économiques et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Un inventaire de la recherche

L'enquête ne visait pas à dresser une liste exhaustive des travaux de recherche en cours sur le commerce international. Les résultats présentés ici ne devraient pas être interprétés comme fournissant un échantillon valide des priorités de la recherche dans les domaines du commerce international et de la politique commerciale.

Un répondant appartenant à un milieu universitaire a allégué qu'il était impossible de connaître les travaux menés par les collègues des diverses facultés d'une même institution et que, par conséquent, il ne pouvait répondre au questiononaire. Il n'est pas surprenant alors qu'une enquête menée auprès des institutions qui exécutent ou financent des recherches sur le commerce international ne fournisse au mieux qu'un inventaire partiel des travaux.

Le questionnaire demandait néanmoins aux répondants de révéler leurs priorités en matière de recherche sur le commerce international en précisant leurs principaux domaines de recherche dans cette sphère.

Beaucoup de chevauchements et une part de jugement personnel interviennent lorsqu'on classe un projet de recherches donné dans un domaine particulier. Notre objectif n'était pas d'atteindre l'uniformité à cet égard, mais plutôt de permettre aux répondants de définir eux-mêmes les champs de recherche pertinents.

Les grands domaines de recherche cités par les répondants sont les suivants :

Recherche générale sur la politique commerciale

Douze réponses, qui traitaient de sujets comme la libéralisation des échanges et ses répercussions; les questions liées au commerce des services dans les négociations de la ronde de l'Uruguay; et l'émergence de blocs commerciaux régionaux et ses répercussions sur l'avenir du système de commerce multilatéral. Par exemple, l'Institut international d'économie, l'Overseas Development Institute, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine comptent parmi les institutions qui mènent des travaux dans ces domaines.

Relations commerciales Nord-Sud

Douze réponses également, abordant des sujets tels que les stratégies commerciales des pays en développement dans le cadre de la ronde de l'Uruguay, et les préoccupations sectorielles des pays en développement, par exemple le vêtement et le textile, l'accès au marché des fabricants du tiers-monde. La Fondation Ford, la Fondation Rockefeller, la Banque mondiale, le Secrétariat du Commonwealth, l'Institut mondial pour le développement des recherches économiques, l'Organisation suédoise pour le développement international et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement financent ou mènent des travaux dans ces domaines.

Questions commerciales propres à un secteur

Services : Huit répondants, y compris l'Institut Nord-Sud, la Banque mondiale, l'Institut international d'économie, l'Overseas Development Institute, l'IIE-Stockholm et le Royal Institute effectuent des recherches sur les services.

Agriculture : Sept répondants ont cité l'agriculture comme domaine faisant l'objet de recherches permanentes; mentionnons le Centre pour l'étude des relations économiques internationales de l'University of Western Ontario, la Banque mondiale, l'Institut international d'économie, l'Overseas Development Institute et l'IIE-Stockholm.

Liens entre le commerce et les politiques relatives à l'industrie et à Industrialisation : Domaine mentionné par trois répondants, dont l'OCDE et l'Institut mondial pour le développement des recherches économiques.

Produits primaires : Font l'objet de recherches au Fonds monétaire international et à l'Institut mondial pour le développement des recherches économiques.

Aucun répondant n'a spécifiquement mentionné la négociation commerciale comme faisant l'objet de travaux en cours ou comme une priorité de l'heure. Un répondant a même probablement mal interprété le sens de la question portant sur ce sujet dans l'enquête, soulignant que s'il était important, il ferait déjà partie du processus officiel de négociation commerciale.

Les réponses à la partie du questionnaire traitant des projets de recherche en cours ont été fournies non seulement sur les fiches prévues à cette fin mais également sous diverses formes, tels que des rapports annuels, des catalogues de publication et des listes de projets.

Il convient de souligner que l'inventaire des recherches courantes sur le commerce international de la Banque mondiale, intitulé "A Research Inventory for the Multilateral Trade Negotiations", comprend 132 entrées intéressant les quinze comités ou sujets de négociations dans le cadre des négociations commerciales multilatérales courantes. De ce chiffre, on a isolé 26 projets ou études que l'on peut considérer axés sur les stratégies commerciales nationales ou multinationales ou encore sur les stratégies commerciales individuelles ou collectives de pays en développement. Ces études abordent toute une gamme de sujets; en voici quelques-uns:

. barrières aux exportations de produits manufacturés de la Corée et options de négociation, par le professeur Eue Tae Chang, de l'Université Kyung Hee, à Seoul;

. politiques industrielles des pays industrialisés : incidence sur les pays en développement, par Michael Finger, de la Banque mondiale;

. stratégies commerciales de l'Association des nations de l'Asie du sud-est, par l'ISEAS, Singapour;

. questions reliées aux politiques agricoles dans les négociations du GATT, par l'Economic Research Service, USDA.

SOMMAIRE DES RÉPONSES

On trouvera ci-après un résumé des principaux domaines de recherche ou de

financement de la recherche cités par les divers répondants.

1. Centre pour l'étude des relations économiques internationales

Le Centre pour l'étude des relations économiques internationales est situé à l'University of Western Ontario. Il souligne dans sa réponse que tous les domaines mentionnés dans le questionnaire font l'objet de travaux courants. Toutefois, un accent particulier est mis sur l'élaboration de modèles commerciaux (CGE), les relations commerciales Canada-États-Unis et certaines questions sectorielles y compris les services et l'agriculture.

Le professeur John Whalley est coordonnateur d'une étude financée par la Fondation Ford et portant sur la place des pays en développement dans les négociations commerciales multilatérales; des chercheurs provenant de pays en développement, dont le Brésil, le Mexique, l'Argentine, le Nigeria, le Kenya, la Tanzanie, la Chine, la Corée et l'Inde, sont mis à contribution.

Ce vaste projet de recherches "en réseau" a permis d'étudier les politiques commerciales, les préoccupations et les options de négociation de toute une gamme de pays en développement. On a généralement fait en sorte que les responsables des politiques commerciales participent aux travaux. Par exemple, on a tenu des réunions dans le cadre du projet pour discuter des résultats des travaux avec les fonctionnaires du GATT et les ambassadeurs commerciaux.

Les résultats de ces recherches seront publiés sous le titre "The Uruguay Round and Beyond, par McMillan publishers, à la fin de 1989.

2. Institut Nord-Sud

L'Institut Nord-Sud est un organisme de recherches privé sans but lucratif dont le siège à Ottawa. Il axe ses travaux sur les relations entre pays industrialisés et pays en développement.

Les travaux en cours sur le commerce mettent l'accent sur les relations commerciales Nord-Sud, une attention spéciale étant donnée aux relations commerciales du Canada avec les pays en développement. Parmi les principaux sujets à l'étude, mentionnons les services, les produits primaires et l'évolution des formes de protection. L'Institut a lancé ou envisage de lancer des projets d'envergure portant sur l'évolution des relations commerciales globales du Canada avec les pays et régions en développement. Il continue de surveiller les

répercussions de l'Accord de libre-échange bilatéral récemment conclu avec les États-Unis, notamment sur le commerce et la politique commerciale du Canada face aux pays en développement.

Un autre domaine de compétences qui retient l'attention de l'Institut intéresse les avantages relatifs du traitement NPF pour les pays en développement africains.

3. Fondation Ford

La Fondation Ford est l'un des grands organismes de financement de la recherche; son siège est situé à New York et elle est active dans de nombreuses sphères d'activité. Des subventions visant des travaux sur le commerce sont versées à la discrétion du personnel du programme en poste à New York et dans treize bureaux situés outre-mer. Les recherches actuellement financées dans ce domaine portent sur toute une gamme de questions, dont les suivantes :

. subvention à l'Université du Michigan pour étudier les aspects économiques, politiques et juridiques des règles du commerce international et les options en vue d'une réforme future de ces dernières;

. subvention à l'Institut de recherches de l'Université de Rio de Janeiro pour étudier la politique industrielle et le commerce du Brésil - un important intervenant de la ronde de l'Uruguay;

. stratégies pour les pays en développement dans l'actuelle série de NCM (subvention au Centre pour l'étude des relations économiques internationales, University of Western Ontario, dont les travaux sont décrits plus en détail ci-dessus);

. subvention à l'Université nationale d'Australie pour étudier l'évolution des perspectives d'exportation des pays en développement au cours des années 1990;

. subvention à l'Institut international d'économie pour évaluer les questions politiques et économiques à prendre en compte dans l'élaboration de programmes efficaces d'aide à l'adaptation;

. création d'un réseau de chercheurs et de decideurs chargés d'étudier la participation des pays en développement à l'économie internationale (Trade Policy Research Centre, Londres).

4. Fondation Rockefeller

La Fondation Rockefeller représente un autre important organisme de financement de la recherche dont le siège est à New York; elle s'intéresse depuis longtemps aux questions économiques internationales. La Fondation finance un projet de recherches multinational sur la politique commerciale et le processus de prise de décision de plusieurs pays en développement, c'est-à-dire la Malaysia, l'Inde, le Mexique, le Brésil et la Corée. L'accent est mis essentiellement sur les intérêts commerciaux de ces pays, leurs politiques et leurs préoccupations face au système de commerce international.

Les résultats de ces recherches seront publiés en 1989.

5. Banque mondiale

La Banque mondiale publie un inventaire annuel des recherches portant sur le commerce; celui-ci est compilé à partir de sources internationales gouvernementales et non gouvernementales. Le document intitulé "A Research Inventory for the Multilateral Trade Negotiations" constitue une riche source documentaire sur les travaux en cours dans le domaine du commerce.

On a constaté que 26 des 132 entrées de cet inventaire intéressaient la stratégie commerciale et le processus de prise de décision des pays en développement. Ces projets de recherche portent sur des questions diverses allant des politiques industrielles à la réaction des pays les moins développés au protectionnisme, en passant par le commerce des produits agricoles, des textiles et des vêtements.

Si l'on en juge par le nombre d'études, ce sont les mesures tarifaires et non tarifaires, l'agriculture et les services qui suscitent les recherches les plus intensives à l'heure actuelle.

6. Overseas Development Council (ODC)

L'ODC est un institut de recherches privé qui met l'accent sur les relations entre les États-Unis et les pays en développement. Ses recherches sur le commerce se concentrent à l'heure actuelle sur les "préoccupations commerciales" de l'organe législatif américain. Par exemple, l'ODC se penche sur les liens entre le commerce et l'emploi dans les Antilles, sur les questions liées aux normes de main-d'oeuvre et à l'équité du commerce international; et sur la propriété

intellectuelle, et chacune de ces questions reçoit une attention spéciale du Congrès américain à mesure que se déroulent les négociations de la ronde de l'Uruguay.

L'ODC envisage également une collaboration d'envergure avec l'Institut des économies en développement, à Tokyo, et avec l'Institut Kiel pour l'économie mondiale, afin d'étudier la question plus générale des "politiques économiques visant les pays en développement", à compter de 1990.

7. Institut international d'économie (IIE)

L'IIE est un organisme de recherches privé dont la fondation remonte à la fin de 1981; il accorde une attention spéciale aux préoccupations touchant le système global dans les domaines des finances et du commerce internationaux.

Au chapitre des questions commerciales, il a mis l'accent récemment sur les produits primaires, l'énergie et la question de la réciprocité dans la négociation commerciale.

L'IIE s'intéresse également aux relations commerciales bilatérales entre grands partenaires commerciaux; on songe notamment à l'Accord commercial Canada-États-Unis (Jeffrey Scott, Murray Smith et Paul Wannacott), aux relations États-Unis-Japon (C. Fred Bergsten et William Cline) et aux principes d'économie politique présidant à l'établissement de la politique commerciale américaine (I.M. Destler et John Odell).

Parmi les recherches devant être publiées en 1990, mentionnons un travail sur la rétortion commerciale (Thomas Bayard), une évaluation des zones de libre-échange (Jeffrey Scott) et une perspective du commerce mondial des produits primaires (Philip Vergler).

8. Overseas Development Institute (ODI)

L'ODI, comme l'ODC et l'Institut Nord-Sud, concentre ses efforts sur les relations entre pays riches et pays pauvres. Ses études commerciales traitent d'une foule de questions, et une attention particulière a été accordée récemment aux produits primaires, à l'agriculture, et à l'incidence de l'Europe 1992 sur les pays en développement. Les recherches sont effectuées par le personnel de l'ODI et publiées par lui ou pour son compte.

Parmi les publications récentes ou à venir, mentionnons les suivantes :

. Conséquences des changements apportés au cadre commercial pour les pays les moins développés - 1990 (avec des études par la Malaysia, la Colombie, le Zimbabwe, le Pérou et la Thaïlande).

. Barrières au commerce des produits tropicaux dans la CEE - 1988

. 1992 et le monde en développement - 1990

. Incidence de Lomé sur la diversification des exportations des pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

9. IDS (Sussex)

L'IDS compte de vastes compétences non seulement dans le domaine du commerce, mais également dans celui plus englobant des politiques de développement, à l'intérieur desquelles le commerce et l'industrialisation représentent des éléments parmi d'autres. Les travaux actuels sont axés sur :

- des statégies commerciales pour les pays en développement, y compris un équilibre approprié des orientations entre l'intérieur et l'extérieur, et les conséquences de ces dernières sur le plan de la croissance et de la distribution (Hans Singer et David Evans); et

- les exportations de produits manufacturés et leurs conséquences sur les plans de l'emploi et des salaires dans les pays en développement (Adrian Wood).

10. Secrétariat du Commonwealth

Les activités actuelles de l'organisme portent sur les relations commerciales générales, c'est-à-dire sur les questions des blocs régionaux et sur les négociations du GATT, mais on s'attache en particulier à fournir aux pays du Commonwealth une aide analytique et technique en marge de leur participation aux NCM.

11. Institut pour les études économiques internationales (Stockholm)

Les recherches de l'Institut comprennent une foule de travaux axés sur les intérêts des pays en développement face au protectionnisme (Carl Hamilton), l'agriculture (Kym Anderson), ainsi que le commerce et le développement en Afrique (Peter Svedberg, aidé de Ravi Kanbur et de Jonathan Frimpong-Ansah).

12. Organisation suédoise pour le développement international

Le commerce international représente l'un des nombreux domaines de recherche auxquels s'intéresse l'Organisation. Sur le plan géographique, l'accent est mis sur l'Afrique; l'Organisation parraine une étude des universités de Nairobi et de Gothenburg sur les expériences commerciales des pays les plus pauvres. La libéralisation du commerce à Sri Lanka fait l'objet d'une étude financée par l'Organisation et exécutée par l'université de Colombo, de concert avec l'IIES.

13. OCDE

Au sein de l'OCDE, les travaux récents et à venir sur le commerce international portent sur les implications commerciales des nouvelles technologies, l'industrialisation et le commerce international. Une étude de grande envergure menée en 1989 portait sur l'évolution des avantages relatifs de l'Europe, de l'Amérique du Nord, de l'Asie et de l'Amérique Latine dans le domaine de l'agriculture.

14. Commissions des Nations unies

Les trois commissions régionales qui ont répondu à l'enquête, soit les Commissions économiques des Nations unies pour l'Afrique, pour l'Asie et le Pacifique, ainsi que pour l'Amérique Latine et les Antilles, s'intéressent à plusieurs domaines de recherche, y compris les relations commerciales Nord-Sud, et les politiques d'ajustement visant à favoriser la restructuration des économies des pays membres. Les questions relatives au GATT, les possibilités commerciales régionales et les liens entre la dette et le commerce international font également l'objet d'études.

15. Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Une priorité courante consiste à fournir aux pays en développement des documents d'analyse, une aide technique et des séminaires de formation afin de les aider à mettre au point leur stratégie de négociation dans le cadre de la ronde de l'Uruguay (voir la brochure). Les activités financées par la Conférence portent sur une vaste gamme de questions commerciales intéressant les pays en développement.

16. Institut mondial pour le développement des recherches économiques

L'Institut effectue un large éventail de recherches portant sur les relations Nord-Sud. Dans le domaine du commerce international, il finance des travaux touchant l'incidence sur les prix et le commerce de la libéralisation des échanges de produits primaires dans l'hémisphère Nord; les répercussions de l'instabilité des prix des produits primaires pour les économies des pays du Nord; ainsi que le commerce extérieur, l'industrialisation et la présence sur les marchés d'exportation dans le contexte des pays en développement.

LA NÉGOCIATION COMMERCIALE

Une forte majorité des répondants ont souscrit à la suggestion voulant qu'il y aurait lieu de mener des recherches sur les questions liées à la négociation commerciale. Seize des vingt réponses étaient positives, deux négatives, et deux autres indécises.

Les principales raisons mises de l'avant pour financer de telles recherches sont les suivantes :

a) les pays en développement ont besoin de définir leurs options et de renforcer leur capacité de négocier dans le cadre des ententes réciproques négociées du GATT;

b) les pays en développement devraient accroître leur participation aux travaux du GATT et faire preuve de plus de dynamisme à l'intérieur de celui-ci. On note une évolution des questions dans le cadre du GATT. Par exemple, les services, les mesures concernant les investissements liées au commerce, les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant le commerce, les droits compensateurs et les subventions prennent de plus en plus d'importance, et les

pays en développement doivent renforcer leur capacité de négocier à leur sujet;

c) la recherche sur la négociation commerciale aiderait les décisionnaires des pays en développement et pourrait accroître les pouvoirs des membres les plus faibles si l'on pouvait en arriver à une action mieux concertée;

d) les négociations bilatérales ont réduit la protection assurée par les limitations volontaires des exportations, et on pourrait élargir ces leçons dans le domaine de la négociation commerciale.

Quant à la minorité de réponses négatives, elles accordaient la priorité à des moyens plus classiques pour promouvoir les intérêts des pays en développement dans le commerce international. L'un des répondants a déclaré :

"Les recherches doivent mettre l'accent sur les options qui s'offrent en matière de politique commerciale nationale et sur les questions liées au commerce international, afin que les pays en développement puissent déterminer où résident leurs intérêts. La recherche sur la négociation commerciale ne saurait remplacer ces travaux."

On peut interpréter cette observation dans le sens suivant : la recherche sur la négociation commerciale devrait mettre l'accent sur une analyse détaillée des intérêts de chaque pays, après quoi seulement on chercherait à déterminer si des positions de négociation coordonnées sont possibles à l'intérieur du cadre du commerce international.

L'autre réponse négative a un caractère différent, encore que l'on puisse y voir une certaine complémentarité avec la précédente.

Les pays en développement possèdent des négociateurs compétents dans les NCM, et les questions demeurent les mêmes : est-ce que le GATT libéralise les échanges, et est-ce qu'on peut l'améliorer au profit de tous les participants?"

Bien que les négociateurs des pays en développement puissent être fort compétents, en particulier ceux des pays les plus prospéres d'Amérique Latine et d'Asie, la question de savoir s'ils pourraient tirer parti d'une information plus complète sur les options de négociation et leurs résultats probables demeure ouverte.

Les répondants indécis ont fait valoir que les obstacles à une action plus concertée de la part des pays en développement, qui refléterait leur plus grand

pouvoir de négociation collectif, sont bien connus, mais que le processus de négociation concertée est trop hypothétique pour se prêter à des recherches. Il sera bon de garder à l'esprit ces mises en garde lorsqu'on élaborera des projets de recherche sur cette question.

ÉVALUATION

Le consensus parmi les répondants est que la recherche sur la négociation commerciale comblerait une lacune dans l'état actuel des travaux et des activités. Toutefois, la teneur précise et la méthodologie d'une telle recherche nécessiteraient une étude plus approfondie et une planification soigneuse si l'on veut s'assurer d'établir des objectifs réalistes en matière de recherche et de formulation de politiques. Vu les préoccupations des analystes du commerce international face à l'évolution rapide de l'ordre du jour des négociations commerciales, la recherche dans ce domaine doit tenir compte de ces besoins.

Les efforts actuels déployés par les Fondations Ford et Rockefeller et par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement pour faire participer davantage les pays en développement aux négociations du GATT constituent d'utiles précédents dont les chercheurs doivent être conscients; ils pourront en outre s'inspirer des analyses et des résultats qui en découleront.

En particulier, les publications à venir d'un projet de la Fondation Ford sur les stratégies des pays en développement dans le cadre de la ronde de l'Uruguay devraient renfermer certaines conclusions intéressantes concernant les enjeux des négociations, ainsi que les options et possibilités de coalition; le réseau de recherches du CRDI devrait s'en informer et en tenir compte dans la conception de la future méthodologie de recherche sur les négociations commerciales. Ces travaux seront publiés (chez McMillan) au cours de l'été 1989 sous le titre : "The Uruguay Round and Beyond".

Les conclusions provisoires de cet effort, selon ce que m'en a dit John Whalley, font ressortir un regain d'intérêt et d'activité de plusieurs pays en développement pour amorcer des négociations sur les sujets qui font actuellement l'enjeu des négociations multilatérales. Parmi les questions qui, en mai 1989, paraissent devoir progresser, mentionnons les services, les produits tropicaux, le "statu quo et le retour en arrière" et, à plus long terme, le vêtement et les textiles, l'agriculture et les produits primaires.

En résumé, donc, un consensus se dégage sur le principe d'une recherche sur la négociation commerciale, mais la portée précise, la démarche et la méthodologie d'une telle recherche dépassent le mandat de la présente enquête. Néanmoins, quelques observations clés sur certains de ces points sont présentées ici.

UNE BASE DE DONNÉES SUR LES RECHERCHES TOUCHANT LE COMMERCE INTERNATIONAL

Il n'y a pas pour l'instant d'appui ferme au concept d'une base de données sur les recherches touchant le commerce international. Plusieurs répondants ont signalé que la banque mondiale, le GATT et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement maintenaient des listes sous une forme quelconque, et qu'il serait inefficace de faire double emploi avec eux.

Les réponses à l'enquête renferment des notes de mise en garde supplémentaires. Un répondant a souligné que l'information devait être à jour et complète, et qu'il serait difficile d'établir des droits d'utilisation pour un produit qui n'a pas fait ses preuves. En outre, les institutions recensées disposent de peu de ressources pour payer la mise sur pied et le maintien d'une base de données.

Numéro de code

ENQUÊTE SUR LA RECHERCHE TOUCHANT LE COMMERCE INTERNATIONAL

Prière de fournir l'information suivante.

SECTION A

NOM DE L'ORGANISME :

ADRESSE POSTALE :

TÉLÉPHONE

TÉLÉCOPIEUR

TELEX

NOM DU RÉPONDANT :

POSTE :

La vocation de votre organisme est d'effectuer des recherches ou de financer des recherches? (Prière cocher la case appropriée)

A.1 Prière d'utiliser la "fiche de réponse" ci-annexée pour fournir une liste des projets de recherche touchant le commerce international que vous exécutez ou financez à l'heure actuelle. Vous jugerez peut-être bon d'inclure un rapport annuel récent pour répondre à cette question. Dans l'affirmative, prière de cocher cette case. Prière de vérifier que le rapport annuel inclut bien l'information demandée sur la fiche de réponse à la question A.1.

A.2 Veuillez définir vos priorités actuelles en ce qui touche vos projets de recherches sur le commerce international; cocher le ou les champs appropriés et formuler au besoin des observations.

__ Questions générales intéressant les politiques commerciales
__ Relations commerciales Nord-Sud
__ Approches par secteur ou sujet, p. ex., services, agriculture, commerce des produits primaires
__ Données sur le commerce international et analyses statistiques

__ Recherche théorique sur le commerce international, p. ex.,
__ Autres (prière de préciser)

SECTION B

B.1 Selon votre jugement professionnel, croyez-vous que des recherches axées sur le processus de négociation commerciale à l'appui des stratégies commerciales des pays en développement sont nécessaires?

OUI __ NON __ NE SAIS PAS __

Pourriez-vous étayer votre réponse brièvement en fournissant les raisons principales de votre jugement?

SECTION C

C.1 Croyez-vous qu'il serait pertinent de créer une base de données sur les recherches touchant le commerce international afin de réunir et de mettre à jour l'information sur les activités de recherche en cours dans ce domaine? Êtes-vous au courant d'un réseau de bases de données existant dans cette sphère? Seriez-vous prêt à participer à un tel réseau? En principe, seriez-vous prêt à partager le coût de la mise en place d'un tel réseau, une fois que ses coûts auraient été évalués?

C.2 Aimeriez-vous recevoir un exemplaire de l'information réunie dans le cadre de la présente enquête?

OUI __ NON, MERCI __

Merci beaucoup de votre coopération! Prière de retourner votre réponse d'ici au 15 mars 1989 dans l'enveloppe pré-adressée ci-jointe.

FICHE DE RÉPONSE

TITRE DU PROJET :

DOMAINE :

_ Questions générales intéressant la politique commerciale
_ Questions intéressant les relations commerciales Nord-Sud
_ Études sur un secteur ou un sujet
_ commerce international des produits agricoles
_ commerce des produits primaires
_ services
_ industrialisation
_ Stratégies en matière de politique commerciale
_ Libéralisation des échanges
_ globale
_ bilatérale
_ régionale
_ Données et analyses statistiques
_ Autres (prière de préciser)

S'agit-il d'un projet "en réseau" auquel participent d'autres chercheurs? Dans l'affirmative, prière de les indentifier ci-après.

NOM DE L'INSTITUTION

ADRESSE

(Prière d'utiliser au besoin une fiche distincte)

Prière d'indiquer les résultats prévus des activités de recherche courantes que vous menez ou financez, en cochant à l'endroit approprié.

	1989	1990	1991	1992+
Publication	___	___	___	___
Conférence	___	___	___	___
Autre	___	___	___	___

ANNEXE 2

LISTE DES INSTITUTIONS RECENSÉES

CANADA

D[r] Murray Smith
Directeur
Programme d'économie internationale
Institut de recherches politiques
275, rue Slater, suite 500
Ottawa (Ontario)
K1P 5H9

Professeur John Whalley*
Département d'économie
Université Western Ontario
London (Ontario)
N6A 5C2

M[me] Ann Weston*
Directrice de programme - Commerce international
Institut Nord-Sud
200-55, rue Murray
Ottawa (Ontario)
K1N 5M3

États-Unis

M. Tom Trabat*
International Program
Ford Foundation
320 E 43 Street
New York (New York) 10017

Professor Robert Baldwin
Economics Department
University of Wisconsin
Madison (Wisconsin) 53707

National Bureau on Economic Research
1050 Massachussetts Avenue
Cambridge (Mass) 02138

Dr Catherine Gwin*
Rockefeller Foundation
1133 Avenue of the Americas
New York (New York) 10036

Council on Foreign Relations
58 E 68th Street
New York (New York) 10021

Dr J. Jalali*
Département d'économie internationale
La Banque mondiale
1818 H Street NW Washington (D.C.) 20036

Dr Michael Spence*
Dean of Arts and Science
Harvard University
Cambridge (Mass.) 02138

Dr John Harris
Boston University
147 Bay State Rd
Boston (Mass.) 02215

Ms. Christine Contee*
Assistant to the President
Overseas Development Council
1717 Mass Ave NW
Washington (D.C.) 20036

Dr Thomas Bayard*
Institute for International Economics
11 Dupont Circle
Washington (D.C.) 20036

Carnegie Endowment for Intl Peace
11 Dupont Circle
Washington (D.C.) 20036

Dr Dean DeRosa*
Division des produits primaires
FMI
Washington (D.C.) 20431

Royaume Uni

M. John Howell*
Directeur
ODI
Regents College Inner Circle
Regents Park
London NW1 4NS

Dr Adrian Wood*
Fellow
IDS
University of Sussex
Falmer Brighton
BN1 9RH

Dr Stephany Griffith-Jones*
IDS

Dr P. Nocholaides*
Royal Institute for Intl Affairs
Chatham House
10 St James Square
London SW1 4LE

Dr A.B. Athinson
LSE
Houghton St Aldwich
London WC2 2AE

Dr I.R. Thomas*
Affaires économiques
Sécratariat du Commonwealth
Marlborough House
Pall Mall
London SW1Y 5HX

Europe

M. Bo Bengtsson*
Directeur général
Organisation suédoise pour le développement international
S-105 25
Stocklom (Suède)

Carl Hamilton*
Institute for Intl Economics
Université de Stocklom
Universitetsvagen 10a, 8e étage
Stocklom (Suède)

M. Hemma Perrera
Adjoint au directeur
Institut mondial pour le développement des recherches économiques
Annankatu 42c
00100 Helsinki (Finlande)

Dr Louis Emmerij*
Centre de développement de l'OCDE
94, rue chardon Lagace
Paris 75016

Multilatéral

M. Robert Brown*
Bureau du secrétaire exécutif
Commission économique des Nations Unies
pour l'Amérique latine et les Caraïbes
UN Building
Casilla 179-D
Avenida Dag Hammerskjold
Santiago (Chili)

Élements de recherche future sur la politique commerciale en vue du développement

Rapport présenté au Centre de recherches
pour le développement international
par Ann Weston, l'Institut Nord-Sud*
Décembre 1989

* Nous désirons vivement remercier Vivek Dehejia pour l'aide apportée à la recherche ainsi que les nombreuses personnes qui ont pris le temps de commenter la version préliminaire.

Table des matières

		Page
I.	Tendances observées dans les échanges des pays en développement et nouvelles questions de politique commerciale	26
II.	Sujets justifiant des recherches plus poussées	30
A.	Pays en développement : débat sur la libéralisation des échanges	30
1.	Ouverture sur l'extérieur et croissance économique	31
2.	Transition vers la libéralisation du commerce, pertinence du moment et ampleur	35
	Répercussions sur la répartition du revenu	40
	Rapport entre le commerce et le marché de l'emploi	41
	Impact des barrières commerciales dans les pays en voie de développement	42
3.	Aspects micro-économiques de la politique commerciale	43
B.	Autres questions	46
4.	Questions soulevées par le Uruguay Round	46
5.	Facteurs influant sur la politique commerciale	47
	Organismes liés à la politique commerciale	47
	Déterminants politiques et économiques	50
6.	Négociations commerciales	50
7.	Vision renouvelée de l'interdépendance Nord-Sud	52
III.	Conclusion	54
Bibliographie		56

La politique commerciale est un domaine de recherche populaire et fécond. Cela s'explique en partie par le fait que la définition de la politique commerciale est de plus en plus élastique, qu'il s'agisse des mesures tarifaires et des mesures non tarifaires appliquées à la frontière ou de toutes les politiques intérieures qui peuvent causer la distorsion des échanges au niveau des services comme des produits. Même les politiques régissant l'investissement et les droits de propriété intellectuelle font maintenant l'objet de discussions dans le cadre du GATT. Il est donc difficile de rendre compte de tous les travaux récents et en cours sur le sujet dans un bref exposé.

Nous nous attarderons tout d'abord aux tendances observées dans les échanges des pays en développement et aux questions de politique commerciale qui émergent. Puis nous mettrons en évidence les résultats des recherches les plus récentes[1] qui ont permis de mieux comprendre ces questions et d'y répondre par des politiques et nous indiquons les domaines où la nature du problème ou les réponses apportées à ces problèmes suscitent encore un débat et ceux où il faut faire d'autres recherches. Nous examinerons en premier lieu les questions qui intéressent plus particulièrement les décideurs des pays en développement,

puis un certain nombre de questions soulevées lors de la ronde des négociations commerciales du GATT en Uruguay; enfin, nous examinerons des questions se rapportant plus particulièrement aux pays industrialisés.

I. Tendances observées dans les échanges des pays en développement et nouvelles questions de politique commerciale

Selon de nombreux indicateurs établis par le GATT, le commerce mondial continue de jouer un rôle clé dynamique dans l'économie mondiale, les investissements liés au commerce et la production s'avérant les principales sources de croissance. En 1988, quatrième année consécutive de hausse de la croissance du commerce mondial, le volume des échanges de produits a augmenté d'environ 8,5 %, soit autant que lors du boom post-récession de 1984. La croissance plus rapide des échanges, comparativement à celle de la production, met en lumière l'accroissement des liens économiques établis entre les pays, phénomène connu maintenant sous le nom de mondialisation de la production. (GATT, 1989).

À l'origine, cette croissance portait sur une gamme étroite de produits et de pays; maintenant, elle est plus équilibrée. Bien que les échanges de produits ouvrés se placent toujours au premier rang, l'écart avec les échanges de produits

---

[1] Le sujet est abordé dans plus de 70 articles, exposés et livres. Voir la bibliographie.

agricoles et miniers a quelque peu diminué. (On ne dispose pas encore de chiffres comparables sur les échanges de services, ce qui constitue une lacune importante pour l'analyse du commerce mondial.) De même, l'écart entre les groupes de pays à croissance plus lente et à croissance plus rapide s'est amenuisé. Un nombre beaucoup plus important de pays a contribué à l'augmentation des échanges en augmentant leurs importations, comparativement à 1984 où les importations américaines ont crû de 24 % contre 9 % pour les importations mondiales. De même (à l'exception des exportations des États-Unis et du Japon), la croissance des exportations a été davantage équilibrée. En 1988, de nombreux pays ne faisant pas partie du bloc asiatique ni de l'OPEP ont enregistré un accroissement de leurs exportations en volume.

Malgré ces signes prometteurs, un certain nombre de problèmes persistent ou sont apparus au cours des dernières années. En voici quelques-uns :

- Pour de nombreux producteurs de produits de base, les termes de l'échange ont continué de se dégrader. Malgré une certaine remontée en 1987 et 1988, le prix réel des produits de base autres que les combustibles a été de 20 % inférieur à celui de 1980, tandis que le prix des combustibles a diminué de plus de la moitié. Selon des chiffres récents du FMI, il y aurait, d'ici 1990, très peu d'amélioration de la situation des exportateurs du Moyen-Orient et une légère détérioration de celle des exportateurs de l'Amérique Latine et de l'Afrique, les termes de l'échange étant respectivement inférieurs de 52 %, de 38 % et de 28 % par rapport à ceux de 1980. La Banque mondiale prévoit que le déclin se poursuivra jusqu'en 1995 (Banque mondiale, 1989). Cela s'avère un problème important étant donné que le secteur des produits de base représente encore plus de 40 % du PIB dans plus de la moitié de tous les pays en développement.

- Dans de nombreux pays fortement endettés, la situation économique générale a continué de se détériorer, se traduisant par un ralentissement et même par une croissance négative du revenu par habitant. Malgré une augmentation des recettes d'exportation, ces dernières demeurent sous les niveaux de 1981 en valeur réelle. Les taux d'intérêt sur la dette ont augmenté, mais non l'entrée nette de capitaux.

- La croissance future du commerce mondial semble menacée par le recours plus fréquent de nombreux pays à des mesures protectionnistes, les barrières non tarifaires remplaçant les barrières tarifaires comme principal outil de protection. Par exemple, dans les six mois précédant

mai 1988, le nombre total de mesures de restriction à l'importation a presque doublé. Des 261 mesures en place, (à l'exclusion de celles prévues par l'Arrangement multifibres), 125 d'entre elles touchaient les importations provenant de pays en développement (GATT, éditions diverses). En outre, de plus en plus de droits compensateurs et de droits antidumping, souvent à des taux élevés, frappent les importations de pays en développement, pour des motifs discutables selon le GATT. Au total, environ 20 % des exportations des pays en développement sont touchées par les barrières non tarifaires, soit deux fois plus que les exportations des pays industriels. Enfin, l'adoption aux États-Unis de lois plus sévères pour contrer les pratiques commerciales "déloyales" (en particulier le Omnibus Trade Bill de 1988) et par la Communauté économique ont ouvert la voie à d'autres mesures de restriction à l'importation.

- Certaines des mesures de protection ont été prises pour contrer des déséquilibres substantiels de la balance commerciale avec un partenaire ou avec tous les partenaires, bien qu'on puisse mettre en doute, sur le plan économique, la logique sous-jacente de ces mesures. En 1988, pour la première fois au cours des années 1980, le déficit de la balance commerciale des États-Unis a diminué, tandis que le surplus de la balance commerciale du Japon a fléchi. Cependant, étant donné les contraintes de capacité qui limitent la croissance du volume des exportations des États-Unis et la persistance du déficit budgétaire intrinsèque des États-Unis, associées à l'élasticité des exportations de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon, il est probable que les déséquilibres importants de la balance commerciale continueront d'être une source d'instabilité.

- Bien que la croissance économique mondiale des dernières années se traduise par une plus grande convergence entre les économies d'un certain nombre de pays en développement et de pays industrialisés (en terme de PIB par habitant, de composition de la production et d'autres indicateurs), il n'en reste pas moins que pour plusieurs pays en développement la divergence s'accroît. (Cette question a été le thème d'une conférence organisée par le Centre de développement de l'OCDE au début de 1989, voir Emmerij, 1989.) Même le scénario le plus avantageux figurant dans le Rapport de la Banque mondiale de 1989 prévoit une croissance annuelle ne dépassant pas 0,1 % du PIB par habitant en Afrique subsaharienne jusqu'en 1995, après des années d'un fléchissement constant. Le dernier Rapport annuel (de la BAD) sur le développement de l'Afrique permet de supposer que l'on assiste à l'inverse

du système de prise en charge, car le volume des exportations africaines ne s'est pas accru proportionnellement à l'expansion économique des pays industriels, aggravant les pertes résultant des diminutions de prix, en particulier des prix des boissons tropicales. Il est certain que la performance médiocre de l'Afrique au chapitre des exportations au cours des années 1980 explique en grande partie la divergence observée sur le plan économique.

- Même la performance remarquable des pays nouvellement industrialisés de l'Asie a commencé à fléchir en 1988 et continuera de fléchir, étant donné le ralentissement de l'activité économique dans les pays industrialisés (FMI, 1989, page 131). L'expansion des importations au Japon ne compensera que partiellement le ralentissement de la croissance en Europe et aux États-Unis.

Un certain nombre d'initiatives ont été prises en réaction à ces divers problèmes. À l'échelle internationale, les mesures visant à améliorer les perspectives commerciales - pour maintenir la croissance du commerce mondial et étendre les avantages à de nombreux pays - sont le sujet de la ronde des négociations commerciales du GATT en Uruguay. Il s'agit là des négociations du GATT les plus complexes et par conséquent les plus ambitieuses, à cause en partie des nombreuses 'nouvelles' questions à l'ordre du jour (comme les services) et des 'vieilles' questions difficiles qui reviennent périodiquement (comme les sauvegardes et l'agriculture). La rapidité des changements technologiques et la mondialisation de la production sont également des facteurs clés. Les pays en développement, tout autant que les pays industrialisés, doivent évaluer leurs stratégies actuelles de commercialisaton et d'ajustement et envisager d'y apporter des modifications substantielles.

En même temps, déçus par la lenteur des négociations du GATT et mus par le désir d'établir des liens plus étroits avec des pays plus compatibles, certains pays ont commencé à libéraliser leur commerce d'autres façons, soit unilatéralement, bilatéralement et régionalement. Il faut cependant se demander si ces différents efforts se chevauchent et s'ils ont un effet positif ou négatif les uns sur les autres. Malgré les succès limités des années 1970, de nombreux pays en développement affichant une économie plus faible se tournent de nouveau vers des ententes régionales pour réaliser des économies d'échelle et pour promouvoir la compétition, l'efficacité et par conséquent le développement économique (voir par exemple, le dernier numéro du rapport annuel de la Banque africaine de développement, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 1989, et Banque mondiale, 1988).

Au sein de la CNUCED, les membres tentent toujours d'améliorer les perspectives pour les pays exportateurs de produits de base. L'effondrement de la plupart des ententes internationales relatives à ces produits laisse croire que la diversification et l'aide à la transformation et à la distribution seront les principaux objectifs du Fonds commun récemment établi. La CNUCED s'occupe également de promouvoir le commerce sud-sud, au moyen du Système général des préférences commerciales (SGPC).

Cependant, ce sont dans les pays en développement eux-mêmes que se déploient, hormis les tentatives du GATT, les efforts de loin les plus importants pour réformer le commerce. De nombreux pays traversent une période difficile d'ajustement structurel, qui nécessite habituellement la modification substantielle de leur politique commerciale. Au cours des années 1980, quelque quarante pays ont entrepris de réformer leurs échanges à l'aide de prêts à l'ajustement structurel liés au commerce qui leur ont été consentis par la Banque mondiale et divers programmes du FMI.

II. Sujets justifiant des recherches plus poussées

Dans les pages suivantes, nous abordons les divers sujets de recherche qui sont apparus plus clairement lors des discussions en cours sur la politique commerciale et nous précisons ceux qui justifieraient d'autres recherches.

A. Pays en développement : débat sur la libéralisation des échanges

Bien que ce sujet ne fasse pas la une des journaux, il y a, à l'heure actuelle, dans les pays en développement, un important débat sur de nombreux aspects de la politique commerciale, indiquant la nécessité de faire d'autres recherches théoriques et empiriques dans un certain nombre de domaines. Des divergences d'opinions se manifestent à plusieurs niveaux, tant au sein de nombreux pays qu'entre ces pays et un certain nombre d'établissements, y compris la Banque mondiale[2]. Les questions les plus débattues, dont il sera question dans le présent document, sont les suivantes : le rapport existant entre une économie 'ouverte sur l'extérieur' et la croissance économique (sujet auquel sont rattachées la question de la possibilité de répéter les modèles de croissance et l'importance de l'environnement économique externe), la progression vers la libéralisation des échanges, comme la rapidité et l'ampleur de cette dernière, et les aspects micro-économiques de la politique commerciale (en particulier les exportations).

---

[2] Un groupe d'économistes de la Banque mondiale travaille à un document sur la politique commerciale, dans lequel il essaie d'aplanir certaines de ces divergences. Le document devait être prêt d'ici 1990.

1. Ouverture sur l'extérieur et croissance économique

Dans les années 1970 et au début des années 1980, de nombreux auteurs faisaient état de l'association positive entre l'ouverture sur l'extérieur et la croissance économique et suggéraient aux pays d'abandonner leurs stratégies fondées sur une économie en circuit fermé et le remplacement des importations (par exemple, J. Bhagwati, 1978; A. Krueger, 1978; I. Little et coll., 1970). Il est certain que la croissance rapide des pays nouvellement industrialisés a incité de nombreux pays à reconsidérer les avantages d'une croissance fondée sur les exportations.

Toutefois, la nature du rapport existant entre l'ouverture sur l'extérieur et la croissance économique a été mise en doute dans de récents travaux empiriques et théoriques (voir, par exemple, Addison et Demery, 1989; Bradford Jr, 1987; Colombatto, 1988; Helleiner, 1989; Singer et Gray, 1988). Un certain nombre de pays ont également remis en question ce rapport, suite à la diminution des termes de l'échange, à la croissance du protectionnisme et aux coûts de la libéralisation des importations dont ils ont fait l'expérience.

En réponse à cela, plusieurs auteurs ont reformulé leurs arguments afin de montrer que le commerce est au service de la croissance. (Voir, par exemple, Lal et Rajpatirana, 1987; Balassa, 1988a; Balassa, 1988b; Bhagwati, 1988a; Langhammer, 1987; Hiemenz et Langhammer, 1989.) On a donc assisté à l'émergence d'un débat important sur l'approche qui conviendrait aux pays en développement.

Un élément clé de ce débat réside dans la difficulté d'évaluer avec objectivité l'ampleur de l'ouverture sur l'extérieur. Comme Helleiner le fait remarquer (1989), on a utilisé plusieurs méthodes d'évaluation - fondées sur la contribution des échanges, le système des mesures incitatives et les outils de la politique commerciale - et cela a engendré un certain degré de confusion. Fait plus important, les problèmes liés au calcul de moyennes générales comme celles de l'ensemble des mesures incitatives, auxquels se sont ajoutés les doutes sur leur signification réelle, ont été aggravés par le manque de fiabilité de données comparables entre les pays. Par exemple, Heimenz et Langhammer (1989) font remarquer combien il est difficile d'établir, pour les pays de l'Afrique subsaharienne, la distinction entre ceux qui sont ouverts sur l'extérieur et ceux qui sont introvertis. Par conséquent, les auteurs d'un certain nombre d'études, notamment la Banque mondiale (dans son Rapport sur le développement dans le monde de 1987), ont combiné indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Certains auteurs (voir l'étude récente de la Banque mondiale sur dix-neuf pays, telle qu'elle est résumée par Michaely et coll., 1989) ont utilisé des mesures subjectives (dans ce cas-ci, un index ordinal de 0 à 20 où les chiffres les plus élevés indiquent une plus grande

libéralisation, reflétant le jugement de chaque auteur de l'étude d'un pays donné), ce qui rend difficile les comparaisons entre les pays.

Parmi les sujets litigieux figurent les fondements théoriques de l'école prônant l'ouverture sur l'extérieur dont on prétend qu'ils ne sont pas bien établis et souvent basés sur un empirisme intuitif ou opportuniste. Par exemple, Bhagwati prétend que, pour les économies ouvertes, les "effets dynamiques des zones grises", les économies d'échelle et les efficacités X sont probablement plus importantes. Toutefois, très peu de travaux empiriques étayent ces prétentions jusqu'à maintenant (comme Lal et Rajapatirana, 1987, le confirment). De même, il reste à déterminer laquelle, de l'expansion des exportations ou de la croissance de l'économie, a un effet de causalité sur l'autre.

Les études empiriques liant la croissance des exportations ou l'ouverture sur l'extérieur à la croissance économique ont souvent donné des résultats non concluants (peu d'attention a été accordée au rapport existant entre la proportion des importations et la croissance économique, Helleiner, 1989). Dans certains cas, des études ont montré que le rapport entre l'expansion des exportations et la croissance économique était négatif; dans d'autres cas, on a trouvé qu'il était peu important (par exemple, Bradford, 1987 et Colombatto, 1988). Dans les cas où l'on a identifié un rapport important et positif, divers aspects de la méthodologie utilisée (comme des critères subjectifs ou un nombre trop restreint de pays échantillonnés) ont été mis en doute, de même que la justesse de l'interprétation des résultats.

D'autres auteurs se sont demandé jusqu'à quel point les caractéristiques et la performance des pays ouverts sur l'extérieur et des pays fonctionnant en circuit fermé sont différentes. Par exemple, Bradford (1987) montre, en se servant de l'échantillon de pays utilisé dans une étude précédente menée pour le compte de la Banque mondiale, que, dans l'ensemble, la croissance du PIB, les ratios de l'épargne et l'indice de la distorsion dans la structure des prix des deux groupes de pays ne diffèrent presque pas. En outre, il ne note aucune différence, en moyenne, dans les facteurs de distorsion des taux de change ou du taux d'intérêt réel. (Par exemple, bien que la Corée, la Tunisie et la Thaïlande aient de faibles indices pour toutes les variables liées à la distorsion de la structure des prix, il en va de même pour trois pays à économie en circuit fermé, soit l'Inde, les Philippines et le Brésil.)

Un autre élément de débat est l'importance relative des étapes de remplacement des importations qui ont précédé (et même accompagné, de façon plus restreinte) l'expansion rapide des exportations dans de nombreux pays (par exemple, Ariff, 1988, qui traite des pays de l'ANASE et Young, 1988, qui étudie la Corée).

Bien que certains aient laissé entendre que le remplacement des importations est une étape essentielle à la constitution d'une plate-forme d'exportation, d'autres ont prétendu que cela ne faisait que retarder la mise en place d'une stratégie d'ouverture sur l'extérieur. (La question de la séquence d'implantation des politiques commerciales et de l'intervention gouvernementale est étudiée plus en détail dans les pages qui suivent.)

Deux autres questions sont souvent soulevées. La première est s'il faut considérer l'environnement économique externe comme un facteur à prendre en compte et essayer d'en évaluer l'importance relative par rapport aux facteurs internes. L'autre question concerne la possibilité de répéter ailleurs le modèle de croissance des pays nouvellement industrialisés.

Afin de défendre les stratégies des pays fonctionnant en circuit fermé, certains analystes ont mentionné le risque d'une transmission plus rapide aux économies ouvertes qu'aux économies fermées de toute détérioration de l'environnement économique externe (par exemple, Siddharthan, 1988). Bien entendu, un certain nombre d'auteurs (par exemple, Singer et Gray, 1988) ont trouvé que le rapport entre les exportations et la croissance s'anémiait avec la récession globale. Par ailleurs, d'autres auteurs ont trouvé que cet affaiblissement du rapport était moins marqué pour les pays ouverts sur l'extérieur (Lal et Rajapatirana, 1987). Il serait intéressant d'étudier davantage les facteurs sous-tendant les succès relatifs des pays dont l'économie est fondée sur les exportations dans leurs efforts pour s'ajuster au ralentissement de l'activité économique mondiale, et de faire des comparaisons avec les autres pays. Selon l'opinion établie, surmonter les aléas du commerce mondial est bénéfique pour tous les pays, mais il faut reconnaître les répercussions néfastes que cela peut avoir et faire des recherches sur le sujet. Moran (1988), qui souligne dans ses propres travaux l'impact de l'activité économique externe (tel qu'il est mesuré par l'élasticité-revenu de la demande étrangère) sur le volume des exportations, conclut qu'il faut faire d'autres recherches sur la meilleure façon d'établir un modèle de l'impact de l'activité économique externe et d'autres facteurs externes sur les activités d'exportation d'un pays.

Le débat sur la possibilité de répéter la croissance des pays nouvellement industrialisés qui ont pris le pari de s'ouvrir sur l'extérieur est fondé en partie sur le rapport plus faible, et dans certains cas négatif, qui existe entre l'expansion des exportations et la croissance économique dans les pays à plus faible revenu, en particulier les pays de l'Afrique subsaharienne (Helleiner, 1986 et Singer et Gray, 1988). Moran (1988) estime que l'ampleur de l'économie d'un pays en développement influe sur la capacité de réaction du volume des exportations aux changements de prix. La composition des exportations est un

autre facteur clé, les exportateurs de produits ouvrés affichant toujours une meilleure performance que les exportateurs de produits primaires. La possibilité de répéter le modèle de croissance est également liée à la question de l'environnement externe, lequel peut influer à la fois sur l'offre et la demande. Le marché mondial peut-il absorber d'autres exportations, ou cela mènera-t-il au fléchissement des termes de l'échange (troc), ou même au protectionnisme?

Pour les exportateurs de produits de base, l'expérience des années 1980 combinée à la perspective peu encourageante de voir une amélioration réelle des prix à moyen terme les fait douter des possibilités de croissance fondées sur l'expansion des exportations, sans une diversification importante de la production (voir ci-dessous). Des travaux récents ont appuyé les grandes lignes de l'hypothèse de Singer-Prebisch sur la détérioration séculaire des termes de l'échange pour les produits de base (Grilli et Yang, 1988; Sarkar, 1987); toutefois, il reste à vérifier si cette hypothèse s'applique aux produits industriels standards habituellement exportés par les pays en développement. Brecher et Choudhri (1982) ont bâti de nouvelles théories pour appuyer l'hypothèse. Toutefois, le débat se poursuit sur l'importance du déclin des termes de l'échange (à savoir si ce déclin est aussi important que Prebisch-Singer le disent) et sur son importance économique (étant donné que ce déclin peut être compensé par un accroissement de la productivité). Il faudra faire d'autres travaux empiriques sur les tendances séculaires de la productivité afin de trancher ce dernier point.

De nombreux auteurs rejettent un tel pessimisme quand il s'agit de l'exportation des produits ouvrés. Langhammer (1987), par exemple, soutient que l'expansion des exportations des pays en développement dépend moins des élasticités de la demande externe que des élasticités de l'offre interne. Néanmoins, il n'est pas clair que ce résultat est valable pour tous les pays en développement, et d'autres études empiriques sur le sujet s'imposent. Selon Bhagwati, le 'sophisme de la composition des exportations' est la seule question clé à laquelle on n'a pas encore répondu dans le débat sur la croissance fondée sur les exportations - ce qui démontre la nécessité de faire d'autres travaux empiriques - bien que d'autres auteurs (Langhammer, 1987, Lal et Rajapatirana, 1987) considèrent cette question sans fondement théorique ou empirique.

Du côté de l'offre, il se peut que la disponibilité du financement extérieur (que ce soit sous la forme d'investissements étrangers de source privée, de prêts bancaires ou de crédits à l'importation) joue un rôle essentiel pour les pays qui envisagent une croissance orientée sur les exportations.

2. Transition vers la libéralisation du commerce

Malgré l'accord général sur l'importance de la libéralisation des échanges commerciaux comme outil d'ajustement structurel, l'ampleur de la distorsion accusée par ces échanges dans la plupart des pays explique que tous ne s'entendent pas sur la façon optimale pour un pays de passer d'une économie fermée à une économie ouverte (sujet peu abordé par la théorie économique, selon Addison et Demery, 1989) et sur l'allure de l'économie libéralisée. Certains (par exemple, Heimenz et Langhammer, 1989) admettent qu'il n'existe pas de recette toute prête pouvant assurer la transition parce que la situation varie d'un pays à l'autre et que l'on manque de connaissances sur les liens entre les marchés des produits, des facteurs de production et du change et sur leur rapport avec le moment et la rapidité du processus de libéralisation. Il faut déterminer s'il y a certains ingrédients essentiels qui peuvent être utilisés dans une coordination commune du processus de libéralisation, comme le laissent croire un certain nombre de programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale. Il pourrait être utile, dans ce contexte, de faire d'autres études comparatives sur les pays ayant eu recours à des prêts à l'ajustement structurel et plus particulièrement sur certains des pays ne faisant pas partie des pays nouvellement industrialisés et qui ont connu un certain 'succès' comme le Botswana ou l'île Maurice.

Certains auteurs admettent qu'il faut réduire au maximum les coûts d'ajustement (par exemple, la non-utilisation des ressources, les effets régressifs sur la répartition du revenu) si l'on veut que les réformes soient durables. La plupart des travaux ont porté sur le secteur des produits ouvrés plutôt que sur l'agriculture, malgré le nombre important de personnes qui dépendent encore de ce secteur (voir, par exemple, Loxley, 1988). Les recherches futures devraient porter, entre autres, sur les répercussions réelles ou potentielles de la libéralisation des échanges sur le secteur des produits non échangés, l'agriculture, le secteur axé sur les richesses naturelles, les marchés de l'emploi et la répartition du revenu (Addison et Demery, 1989).

Sur le sujet de la coordination du processus de libéralisation, le débat porte à la fois sur les rapports entre la libéralisation des échanges et le processus général d'ajustement structurel - principalement, à savoir si ce dernier devrait faire suite aux politiques de stabilisation macro-économique ou s'il devrait se produire en même temps - et sur les rapports entre la libéralisation des échanges et les marchés des capitaux et de l'emploi. On se demande également si les importations devraient être libéralisées en même temps ou après l'expansion des exportations.

Sachs (1987), entre autres, fait remarquer que la stabilisation de la macro-économie est une condition préalable au succès de la libéralisation des échanges. Dans une économie aux prises avec des contraintes attribuables à une inflation importante, aux dépenses publiques et à la balance des paiements, il est difficile de promouvoir les exportations ou de libéraliser les importations. Bien que certains (par exemple, Heimenz et Langhammer, 1989) prônent la poursuite simultanée de politiques de stabilisation et de libéralisation, Sachs prétend qu'elles peuvent avoir des effets contraires. Par exemple, des taux de change stables et des compressions dans les dépenses publiques alliés à une politique de stabilisation sont incompatibles avec la dévaluation et l'expansion des exportations qui sont souvent associées à la libéralisation des échanges. De même, le FMI et la Banque mondiale ne s'entendent pas sur la politique tarifaire qu'il conviendrait d'adopter, le premier recommandant des augmentations de tarifs pour accroître les recettes et la seconde favorisant la diminution des tarifs afin de stimuler le commerce.

On a beaucoup cité la réussite des pays de l'Asie de l'Est qui ont connu une période de stabilisation relativement longue avant de commencer à libéraliser leurs échanges (Sachs, 1987). Il est maintenant plus généralement accepté que la stabilisation de la macro-économie est une première étape essentielle. Cependant, de nombreux pays en développement n'ont peut-être pas les moyens de soutenir des ajustements d'une telle durée. Par conséquent, il est important de déterminer s'il existe des politiques compatibles de stabilisation et de libéralisation des échanges.

Pour ce qui est du compte capital et du compte courant, on s'entend en général pour dire qu'idéalement, ils doivent être libéralisés simultanément (Addison et Demery, 1989). Il faut donc se demander ce qui se passe dans un monde moins qu'idéal, où le marché des produits prend plus de temps que le marché financier à se restructurer suite aux nouveaux stimulants qui découlent de la libéralisation. Par exemple, une entrée de capitaux importante peut susciter l'appréciation du taux de change et décourager ainsi les exportations. Au Chili et en Uruguay, la stratégie de libéralisation des échanges s'est heurtée au problème important de l'effet déstabilisateur de la libéralisation parallèle des marchés financiers (Lal et Rajapatirana, 1987). Les coûts de l'ajustement structurel sont moins élevés lorsque les échanges sont libéralisés avant les mouvements de capitaux plutôt qu'en même temps (Addison et Demery, 1989).

Il est également important de coordonner la stratégie de libéralisation avec les politiques monétaires et du taux de change. Une dépréciation réelle du taux de change peut faire diminuer les coûts d'ajustement en renforçant les stimulants à l'exportation, tout en réduisant l'impact des diminutions de

tarifs sur la production et sur l'emploi dans les industries de remplacement des importations et en abaissant le déficit commercial. On connaît de nombreux cas où les efforts d'expansion des exportations ont été sapés par un taux de change qui a crû en valeur réelle.

Quant à l'harmonisation des politiques d'importation et d'exportation, il est souvent plus facile de libéraliser les importations une fois que les exportations connaissent déjà une croissance (McCleary, 1989). En Asie de l'Est, la séquence des étapes est relativement claire : d'abord, l'industralisation caractérisée par le remplacement des importations, puis l'expansion des exportations suivie d'une libéralisation importante des importations seulement après que la vigueur des exportations eût été assurée (Sachs, 1987). Toutefois, la réaffectation des ressources du secteur de remplacement des importations vers le secteur des exportations dépend des attentes que l'on a à l'égard de la politique gouvernementale; lorsque les revirements de politique sont fréquents, il se peut que les ressources ne soient pas réaffectées (Addison et Demery, 1989).

Pour ce qui est du moment de la libéralisation, certains prétendent qu'il faut modifier rapidement le commerce et les autres politiques - un traitement choc de courte durée - car, si l'ajustement est trop lent, il n'aura aucune crédibilité et ne produira pas la réaffectation souhaitée des ressources. Michaely et coll. (1989) proposent de passer des restrictions massives au libre-échange en six à sept ans (à la façon du Chili). Par ailleurs, Preusse (1988) croit que l'expérience d'un certain nombre de pays sud-américains montre la nécessité d'adopter une approche progressive - les changements rapides sont souvent difficiles à maintenir sur le plan politique. Il peut être préférable d'adopter une démarche plus lente dans la mesure où les coûts de l'ajustement sont plus faibles.

Dans les pays à faible revenu dont l'économie dépend des produits de base et dont les secteurs industriels sont peu nombreux, il est possible que divers problèmes (par exemple, manque de technologies, d'infrastructure, de compétences de gestion et d'autres genres de compétences, ainsi que les contraintes liées au régime fiscal et aux devises étrangères) empêchent le secteur des exportations de prendre de l'expansion aussi rapidement que cela a été le cas dans les pays de l'Asie de l'Est. D'où la nécessité d'adopter des programmes d'ajustement moins ambitieux afin de minimiser la non-utilisation des ressources et le risque de récession au cours de la période de transition. Si le secteur des exportations est incapable de produire les emplois et les recettes en devises étrangères qui sont nécessaires pour compenser les coûts de l'expansion des importations (y compris les pertes d'emploi dans les industries qui font concurrence aux importations), il se peut qu'une libéralisation rapide des échanges soit insoutenable sur les

plans politique et économique (les conséquences de la libéralisation des échanges sur la répartition du revenu sont examinées un peu plus loin).

Il y a également un autre volet au moment à choisir pour libéraliser les échanges. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, la libéralisation des échanges de plusieurs pays s'est avérée insoutenable à cause d'un fléchissement rapide de l'économie mondiale, de la diminution des termes de l'échange et d'une augmentation marquée des taux d'intérêt mondiaux, etc. (par exemple, Ariff, 1988, qui traite de l'expérience des pays de l'ANASE). Le dynamisme relatif de l'économie mondiale au cours des années 1960 et au début des années 1970 a facilité la transition, pour les pays de l'Asie de l'Est, vers une croissance fondée sur les exportations (voir, par exemple, Addison et Demery, 1989 et Sachs, 1987). La rapidité de la libéralisation dépend également des ressources (externes ou internes) qui sont disponibles pour financer l'ajustement et protéger les secteurs qui sont touchés de façon négative.

Les opinions divergent de façon marquée sur l'ampleur optimale de la libéralisation des échanges. Cette divergence traduit différents degrés de préoccupation concernant les répercussions sur la répartition du revenu et différentes opinions sur les avantages (et l'efficacité) de l'intervention gouvernementale. À une extrémité, on retrouve ceux qui préconisent l'élimination complète de toutes les barrières au commerce; ils rejettent toute mesure de protection pour les industries naissantes car ils croient que cela peut créer des droits acquis qui sont difficiles à éliminer plus tard, ainsi que toute mesure de restriction des exportations. Ils croient que le gouvernement devrait intervenir le moins possible dans le commerce, tant au niveau des importations que des exportations, et qu'un parti pris en faveur des exportations ne devrait pas remplacer le parti pris existant contre les exportations. (Quant à savoir si cela a été l'approche qu'ont adoptée la Corée et certains des autres pays nouvellement industrialisés est une question qui suscite certains débats - voir plus loin.)

Toutefois, d'autres admettent que les contraintes politiques et économiques peuvent modérer l'ampleur de la libéralisation des échanges et le retrait du gouvernement de cette sphère d'activité. Par conséquent, ils recommandent d'éliminer les restrictions quantitatives et les autres contraintes qui donnent lieu à une activité fondée sur l'obtention de rentes et qui causent une distorsion des marchés et d'appliquer un tarif uniforme minimal. Cette approche fournit une certaine protection aux industries naissantes (sans que le gouvernement ait à choisir les gagnants ou les perdants) tout en procurant des recettes au gouvernement et en contenant le déficit commercial.

Dans le cas de déficits commerciaux structurels importants, il peut être approprié de combiner des politiques de remplacement des importations et d'expansion des exportations (par exemple, Heimenz et Langhammer, 1989 et Young, 1988). On ne connaît pas avec clarté le rôle que devraient jouer, s'il y a lieu, les gouvernements dans le choix et l'établissement d'industries efficaces axées sur le remplacement des importations et/ou les exportations (par exemple, afin de s'assurer que les industries qui sont établies ont le plus d'effets externes positifs et le moins besoin d'importations) ni si ce rôle devrait être laissé aux forces du marché. Dans les économies dont la base industrielle est limitée, il se peut que le gouvernement doive intervenir, auquel cas il lui faudra plus d'information sur les avantages relatifs des différentes industries axées sur le remplacement des importations et sur les exportations (Helleiner, 1989). Cette question est étudiée plus en détail dans les pages suivantes, tout comme la possibilité que des considérations stratégiques puissent justifier une intervention sélective.

Bradford, entre autres, souligne l'importance des politiques autres que les politiques commerciales (comme les subventions à la production) en vue de stimuler l'industrialisation et les exportations de produits ouvrés. Il critique la nouvelle orthodoxie sur le succès des pays nouvellement industrialisés, car il estime qu'elle ne tient pas compte de l'intervention considérable des gouvernements à divers niveaux, même si ce n'est pas au niveau des politiques commerciales ou du taux de change.[3] Cela pourrait inciter les gouvernements à adopter des politiques davantage axées sur les marchés alors qu'il pourrait être plus efficace de faire porter leurs interventions sur les des politiques d'expansion des exportations car elles accélèrent les changements structurels.

---

[3] Il s'oppose tout particulièrement à la tendance qui consiste à lier entre elles les stratégies, les politiques et la politique, si bien que des modèles nettement définis tendent à apparaître. Il critique ceux qui considèrent que les stratégies à vocation exportatrice sont liées à des politiques réalistes sur les taux de change et les taux d'intérêt, qui sont nécessaires pour obtenir la justesse des prix et le fonctionnement des marchés. Ces mêmes gens pensent que les stratégies de remplacement des importations amènent les gouvernements à jouer un plus grand rôle et à intervenir davantage sur les marchés, causent une distorsion dans la structure des prix et donnent lieu à d'importants déséquilibres de la balance commerciale. En réalité, selon Bradford, la cohérence entre les différents éléments d'un ensemble de politiques est rarement si bien définie. 1987, page 194.

En plus des subventions, il y a un certain nombre d'autres *domaines où l'on considère de plus en plus que la politique* gouvernementale influe sur le commerce, mais dont les répercussions n'ont pas fait l'objet de suffisamment de recherches, particulièrement dans les pays en développement. Ces domaines comprennent les règles de l'investissement (sujet abordé lors des discussions permanentes du GATT sur le commerce) et les monopoles.

Un autre domaine concerne les rapports entre le capital humain et le commerce. Par exemple, Grossman et Helpman (1989) se servent d'un modèle économique où la concurrence est imparfaite et où les titulaires de brevets obtiennent des rentes de monopole. Ils illustrent le fait que l'imposition de tarifs sur les importations de produits finis peut diminuer les efforts de recherche et de développement d'un pays et, en conséquence, les taux de croissance à long terme, tandis que l'octroi de subventions gouvernementales à la recherche et au développement peut accroître à long terme les taux de croissance. On peut faire ici certains parallèles avec la théorie commerciale stratégique. Selon ses auteurs, il faut étudier davantage les rapports qui existent entre, d'une part, les systèmes commerciaux, et d'autre part, l'accumulation du capital humain et l'adoption par les pays en développement de techniques prêtes à utiliser.

Répercussions sur la répartition du revenu

Certaines des préoccupations au sujet de la rapidité et de l'ampleur de la libéralisation des échanges sont fondées sur la possibilité qu'elle ait des effets négatifs sur la répartition du revenu. On admet généralement qu'il ne faut pas négliger cet aspect, si l'on veut que les politiques soient viables, et qu'il faudrait faire d'autres recherches sur cet aspect (par exemple, Helleiner, 1989).

Jusqu'à maintenant la plupart des recherches ont porté sur les tendances générales de la répartition du revenu et de la pauvreté dans les pays qui libéralisent leurs échanges. On se sert souvent de l'exemple des pays nouvellement industrialisés de l'Asie de l'Est pour illustrer le rapport positif qui existe entre la répartition du revenu et une économie ouverte (bien qu'on ne s'entende pas sur le moment à partir duquel les réformes agraires ont commencé à jouer un rôle). Plus récemment, toutefois, la répartition du revenu dans les pays nouvellement industrialisés s'est détériorée, et il faudrait étudier les facteurs sous-jacents à cette détérioration (Addison et Demery, 1989).

Les deux principaux problèmes sont constitués par le rapport complexe qui existe entre les échanges et la répartition du revenu personnel et par l'insuffisance des données (par

exemple, les tendances relatives aux importations par tranche de revenu, ou la répartition du revenu des facteurs de production selon les activités d'exportation) (Bhatia, 1987). Certaines études ont porté sur le revenu primaire - c'est là l'approche qui a été adoptée dans l'ouvrage récent réunissant six études de cas de pays, publié par l'OCDE (Bourguignon et Morrisson, 1989). Les auteurs concluent que l'intervention gouvernementale sous la forme d'une politique du salaire minimum, par exemple, peut aider à accroître l'impact positif des exportations sur la répartition du revenu. Cependant, peu d'études ont porté sur les transferts secondaires découlant des politiques commerciales (par exemple, les rentes des contingents, les recettes douanières) qui peuvent jouer un rôle important dans la déterminantion de la répartition du revenu personnel ou du revenu gagné indirectement par les fournisseurs de facteurs de production.

Il semble également qu'il serait nécessaire de faire d'autres travaux, à partir de l'étude de l'OCDE, sur les différentes répercussions, au niveau de la répartition du revenu, de l'industrialisation fondée sur le remplacement des importations et la promotion des exportations, ainsi que sur les industries précises qui composent chaque secteur. De telles données pourraient faciliter le choix de politiques commerciales de remplacement. Enfin, on manque également de données sur l'impact de la libéralisation des échanges sur les secteurs de l'agriculture, des richesses naturelles et des produits non échangés.

Rapport entre le commerce et le marché de l'emploi

On a fait encore moins de travaux théoriques et empiriques dans le domaine connexe des effets de la libéralisation des échanges sur l'emploi, en partie à cause d'un manque de données sur l'emploi et de problèmes de méthodologie. On a examiné presque uniquement la question des zones franches (Hiemenz et Langhammer, 1989; Edwards, 1988). Parmi les principales questions à résoudre, il faut tenter de déterminer si le marché de l'emploi est en mesure de réagir sans à-coup aux changements structurels (ou s'il y aura du chômage de transition), si ses distorsions risquent de gêner la libéralisation des échanges et s'il faut le déréglementer (le cas échéant, dans quelle mesure).

Dans la théorie commerciale néo-classique (qui tient pour acquis que le pays en développement a beaucoup de main-d'oeuvre et qu'il exporte des produits à forte intensité de main-d'oeuvre - modèle Heckscher-Ohlin), on suppose que la libéralisation donne lieu à une augmentation de la production à forte intensité de main-d'oeuvre et, par conséquent, à de l'emploi. Toutefois, on craint qu'il y ait du chômage de transition lorsque le secteur des exportations est incapable d'absorber la main-d'oeuvre mise au rancart par les industries de remplacement des importations; dans le modèle du facteur fixe

(Neary), le facteur de l'abondance de la main-d'oeuvre est dans une situation difficile à court terme à cause du manque de mobilité entre les secteurs. Bien que les données existantes semblent montrer qu'une libéralisation modérée n'entraîne pas des hausses significatives du chômage, on a fait peu de recherches sur les effets d'une libéralisation radicale des importations. Edwards (1988) dit que la rigidité du marché de la main-d'oeuvre a un rôle prépondérant dans l'établissement de l'effet net, des structures plus rigides incitant à une libéralisation progressive.

Dans les pays industrialisés, on a beaucoup discuté de l'aide à l'ajustement destinée spécialement aux travailleurs, afin d'aider ces derniers à absorber les changements attribuables non seulement aux échanges mais aussi à l'introduction de nouvelles technologies, aux courbes changeantes de la demande et à d'autres facteurs. Bien que l'on ait également discuté des pratiques d'emploi et de l'aide de transition dans certains des pays en développement les plus avancés, par exemple, la Corée, il semblerait qu'il y a place pour d'autres travaux dans ce domaine. Il faudrait tout particulièrement répondre aux questions suivantes : quelles sont les politiques et les pratiques d'aide à l'ajustement axées sur la main-d'oeuvre dans les pays en développement? Quelles sont les politiques et les pratiques qui ont obtenu le plus de succès? Dans quelle mesure ces politiques peuvent-elles s'appliquer ailleurs?

Impact des barrières commerciales dans les pays en développement

Bien que l'on préconise de façon générale la libéralisation des échanges, on possède peu de données précises sur l'impact des barrières commerciales (et, par conséquent, sur les coûts immédiats du protectionnisme) dans les pays en développement. Ainsi, il est très difficile de faire des comparaisons entre les pays. En particulier, un certain nombre d'auteurs (y compris Laird et Yeats qui ont écrit beaucoup plus sur ce sujet que la plupart des autres auteurs) conviennent qu'il faut étudier davantage la question des barrières non tarifaires. La façon dont on mesure l'impact des barrières non tarifaires est encore très imprécise et très sensible par rapport aux produits étudiés. Une des façons de mesurer cet impact a été d'utiliser les rapports de fréquence, mais ces derniers constituent seulement un point de départ pour l'examen de la structure de protection dans les pays en voie de développement; la teneur économique de ces statistiques est limitée (DeRosa, 1988). Kostecki (1987) souligne les problèmes associés à l'utilisation des écarts de prix comme variable représentative. Dans certains pays, on possède peu de données, même sur l'ampleur des barrières non tarifaires. Par exemple, en Inde, on ne connaît pas la proportion des importations qui est sujette à des restrictions quantitatives, formelles et informelles (Desai, 1988).

La façon de définir les barrières non commerciales est en soi une question difficile. Au sein du GATT, les membres ont mentionné à ce sujet les règlements régissant les services, les stimulants à l'investissement et les exigences de rendement, de même que les lois sur la propriété intellectuelle. Il faut faire d'autres travaux empiriques sur l'impact de ces règlements sur le commerce des pays en développement.

3. Aspects micro-économiques de la politique commerciale

Il y a plusieurs aspects de la politique commerciale des pays en développement, au niveau micro-économique, qui méritent d'être étudiés plus à fond (certains ont déjà été mentionnés dans les paragraphes précédents).

Un de ces aspects porte sur la pertinence de la théorie commerciale stratégique pour les pays en développement. Une grande partie des travaux récents, dans lesquels on suppose l'existence d'une concurrence imparfaite, de rendements d'échelle croissants et d'une différenciation des produits, ont porté principalement sur les échanges entre les pays industrialisés. Y a-t-il des cas où les nouvelles théories seraient davantage appropriées aux pays en développement que les théories néo-classiques et orthodoxes? Quelles répercussions ces nouvelles théories peuvent-elles avoir sur la politique commerciale de ces pays et sur le rôle de leur gouvernement?

Richardson (1988) fait remarquer que l'impact bénéfique de la libéralisation des échanges dans un système de concurrence imparfaite n'est pas garanti, mais que cela demeure une question empirique. Dans la plupart des recherches, qui ont porté sur les pays industrialisés à l'exception des travaux de Rodrik (1988), on a trouvé que la libéralisation des échanges permettait des gains significatifs. Il y a place encore pour d'autres études empiriques sur ces modèles appliqués aux pays en développement, pour obtenir en particulier de l'information sur la structure du marché, les obstacles à l'entrée, les liens intersectoriels, etc. (Helpman, 1989; Jebuni et coll., 1988).

Un autre aspect à considérer est l'impact des différents outils de la politique commerciale. Certains pays ont utilisé des outils sélectifs, comme les subventions à l'exportation, de façon plus efficace que d'autres pays. Il serait utile de faire une étude de plusieurs industries dans différents pays. Il faudrait également faire davantage de recherche afin de déterminer les conditions qui justifient le recours à des subventions ou à d'autres mesures de soutien, y compris les stimulants à l'investissement dans les produits échangés, que ce soit pour des motifs de développement, de stratégie ou d'efficacité. Cela semble essentiel, étant donné les tendances actuelles au sein du GATT (et bilatéralement) visant à limiter leur utilisation.

Un troisième grand domaine d'étude est celui de l'importance et des effets de la taille et de la propriété des entreprises. Cet aspect n'a apparemment pas été bien étudié dans le projet Michaely de la Banque mondiale. Est-ce que les entreprises réagissent différemment aux systèmes changeants de stimulants associés à la libéralisation des échanges, selon qu'il s'agisse d'entreprises manufacturières étrangères, d'acheteurs étrangers, d'entreprises publiques nationales, d'entreprises privées nationales de tailles petite ou moyenne, ou d'entreprises faisant partie du secteur non structuré? (Heimenz et Langhammer, 1989). Par exemple, en Amérique latine, on a constaté que la libéralisation des échanges a suscité la disparition de nombreuses entreprises de plus petite taille dans le secteur concurrentiel des importations. Cet aspect peut revêtir une certaine importance pour la répartition du revenu et le développement.

Du côté des exportations, on note que la structure des industries d'exportation en Corée et à Taïwan est radicalement différente, malgré des succès comparables. Ces différences sont-elles en grande partie attribuables aux particularités de l'intervention gouvernementale? Malgré la performance médiocre, dans de nombreux pays, des agences à l'exportation subventionnées par les gouvernements, existe-t-il des économies d'échelle, des facteurs externes ou des imperfections du marché qui justifient qu'on les conserve, bien que radicalement transformées? Que s'est-il passé dans les pays où on a démantelé ces agences?

Le modèle de Jebuni et coll. (1988) montre qu'il existe un rapport positif entre le degré de concentration du marché et le résultat des exportations. Cependant, les études empiriques menées par ces auteurs ont montré que cela était uniquement le cas dans la moitié d'une douzaine de pays de leur échantillon; dans le cas de l'autre moitié, le rapport était négatif (il est à remarquer que tous les résultats, sauf deux, n'étaient pas statistiquement significatifs).

Un quatrième grand domaine d'étude porte sur le secteur des produits de base. Il faudrait étudier davantage les possibilités de diversification pour les producteurs de produits de base. En premier lieu, les pays doivent être en mesure de faire la distinction entre une variation temporaire, à court terme, dans le prix d'un produit de base et une variation permanente, afin de décider à quel moment ils doivent abandonner la production d'un produit de base. On pourrait peut être tirer des leçons de l'expérience de certains pays (par exemple, l'Indonésie, la Malaisie) qui semblent avoir mieux réussi que d'autres à ce chapitre. Il faudrait établir des modèles économétriques de l'évolution des prix à long terme afin que l'on puisse faire la distinction entre les variations de prix cycliques, à court terme et à long terme.

Les pays en voie de développement pourraient également accroître la valeur unitaire de leurs exportations de produits de base en ayant recours à d'autres techniques de vente ('activités de commercialisation', dans le jargon de la CNUCED), par exemple en participant davantage aux bourses des produits primaires ou en vendant directement à des transformateurs étrangers. Il pourrait être utile de comparer plusieurs pays qui ont fait l'expérience de techniques différentes ainsi que le rôle joué par les secteurs public et privé.

Une autre option consiste à accroître le niveau de transformation. Certains pays ont réussi mieux que d'autres à ce chapitre. En se fondant sur ces différentes expériences, on pourrait, dans le cadre d'un projet de recherche, établir un ensemble de critères déterminant dans quelles circonstances un pays devrait appuyer la création d'industries en aval et définir quelles approches sont les plus appropriées.[4]

La diversification axée sur d'autres produits ou d'autres industries constitue d'autres possibilités. Plusieurs pays ont déjà mis en place des projets de diversification qui pourraient faire l'objet de recherches. Cela remédierait au fait qu'il n'y a pas d'études sur les principes de la diversification agricole et qu'il y a peu de conseils officiels sur les conditions nécessaires à la réussite de la diversification agricole et sur ses répercussions pour le bien-être et la rentabilité des petites fermes. (Wyeth, 1989, page 1). De façon plus générale, il faut de l'information sur l'impact des différents produits sur l'emploi et la répartition du revenu, ainsi que sur la balance commerciale.

Enfin, il y a la question de la diversification du commerce extérieur. La diversification des exportations par l'entremise de l'expansion du commerce Sud-Sud a été l'objet de nombreuses négociations au cours des dernières années et de certaines recherches (voir, par exemple, O. Havryshylyn, 1987; Erzan, Laird et Yeats, 1988). Cette question a suscité beaucoup d'intérêt pour plusieurs raisons : les perspectives de diminution de la croissance et le protectionnisme des marchés traditionnels des pays industrialisés; la discussion des blocs commerciaux introvertis dont les pays en développement peuvent être exclus; un accès accru aux marchés des pays en voie de développement (en raison de leurs programmes d'ajustement structurel, de l'établissement récent de préférences douanières Sud-Sud et des

---

[4]La CNUCED mène actuellement certains travaux sur la commercialisation et la transformation, mais il y a place pour des études complémentaires.

compromis demandés aux pays nouvellement industrialisés dans le cadre du Uruguay Round); et, finalement, l'engagement renouvelé de nombreux pays en vue de favoriser la coopération économique régionale.

Bien que l'on ait fait certains travaux de modélisation et de collecte de données, il reste beaucoup de travail à faire pour analyser et quantifier la nature du commerce Sud-Sud, que ce soit sur une base régionale ou inter-régionale. Erzan et coll. soulignent l'importance des élasticités de l'offre pour déterminer les avantages des préférences tarifaires Sud-Sud. Il y a place pour d'autres recherches sur la nature des produits que devraient s'échanger les pays de l'hémisphère sud et sur les conditions de l'offre qui sont nécessaires pour maximiser les avantages de tels échanges.

B. Autres questions

4. Questions soulevées par le Uruguay Round

Le Uruguay Round a suscité de nombreuses recherches sur le commerce dans les universités, les établissements de recherche et les organismes multilatéraux partout au monde. Une grande partie de ces travaux sont résumés dans deux inventaires de recherche publiés par la Banque mondiale (Jalali, 1988 et Jalali, 1989). Le deux volumes publiés jusqu'à maintenant comprennent près de 400 inscriptions (il est à remarquer qu'elles ne se rapportent pas toutes directement aux pays en voie de développement). Plus des deux tiers des travaux portent sur des questions qui ont été soulevées par cinq groupes de négociation (l'agriculture, les services, le fonctionnement du système du GATT, les mesures non tarifaires et les tarifs).

Deux projets importants sur les intérêts des pays en voie de développement dans le Uruguay Round ont été financés par les Fondations Ford et Rockefeller. Les deux projets diffèrent principalement par leur ampleur, celui de la Fondation Ford étant beaucoup plus important. Ils comprennent tous les deux des exposés sur les intérêts de certains pays à l'égard des différentes questions soulevées dans le cadre du programme de négociation (le Brésil, l'Inde, la Corée et le Mexique étant des sujets d'étude communs aux deux projets). Différents thèmes sont abordés dans les deux projets (par exemple, les questions d'accès au marché pour les produits ouvrés dans le cas du Brésil, le bilatéralisme en Corée), bien que cela soit plus explicite et plus détaillé dans le projet de la Fondation Ford - lequel comprend, en plus des exposés sur les pays, un ensemble d'études thématiques (voir Whalley, 1989a et Whalley, 1989b). La question des coalitions est soulevée à maintes occasions, dans les deux projets (et est également l'objet des travaux de Finlayson et Weston, 1990). Des questions plus larges de stratégie sont

abordées dans l'exposé de conclusion du projet Ford (Whalley et coll., 1989) et par d'autres auteurs (par exemple, Balassa, 1988b; Koekkoek, 1988).

Malgré ce volume important de travail, il reste plusieurs domaines à explorer davantage dans le cadre du GATT. En premier lieu, il faut évaluer les résultats de la ronde de négociations pour les pays en voie de développement, tant au niveau des nouvelles possibilités qu'elle leur offre et de la façon dont ils devraient les exploiter qu'au niveau des engagements qu'elle suscite. En second lieu, il faut continuer à faire de travaux sur les questions non encore résolues. Cela comprend probablement certaines des 'anciennes' questions comme les subventions (voir ci-dessus), mais plus particulièrement les 'nouvelles' questions, comme les services ainsi que les aspects de la propriété intellectuelle, et les mesures concernant l'investissement, liés au commerce. Même à l'égard de la question des services, où l'on a fait relativement plus de travaux, il y a encore de nombreux points dans l'ombre. Il faut faire en particulier d'autres travaux empiriques sur la base de la compétitivité au niveau des services - quels pays sont compétitifs et comment peut-on acquérir cette compétitivité - de même que sur les avantages de la libéralisation.[5] Pour ce qui est des droits de propriété intellectuelle, il faut analyser plus en détail les coûts et les avantages économiques d'une protection limitée pour les pays en voie de développement. A mesure que l'on précisera les définitions et que l'on établira des règles de base dans ces domaines, il deviendra plus facile pour les pays en voie de développement d'évaluer leurs propres intérêts.

5. Facteurs influant sur la politique commerciale

Organismes liés à la politique commerciale

Sur la liste des questions prioritaires dont le GATT veut traiter, il y a la nécessité de rendre plus transparente, dans tous les pays, l'élaboration de la politique commerciale nationale (et, en fait, de toute politique qui influe sur les

---

[5] Par exemple, étant donné l'état actuel des choses, il est extrêmement difficile de dire si la libéralisation des échanges de services profitera aux pays de l'ANASE, tout particulièrement en vue de fait que toute la question est soumise à un barrage de difficultés théoriques et pratiques; en outre, on manque trop de données sur les échanges de services dans les pays de l'ANASE pour être en mesure de proposer des éléments de politiques utiles. Ariff, 1988, page 29. Voir aussi Nayyar, 1988; Abreu, 1988).

échanges). On veut par là mettre en lumière les coûts et les avantages de politiques de remplacement pour l'économie nationale et les partenaires commerciaux et faire en sorte d'empêcher l'introduction de mesures protectionnistes. (Si les pays en voie de développement comprennent comment les pays importateurs établissent leur politique commerciale, ils pourront faire des pressions pour obtenir des améliorations.) Comme Bhagwati le souligne, il faut corriger le préjugé pro-protectionniste qu'entretiennent les établissements existants (1988b). Le problème immédiat consiste à établir la façon d'institutionnaliser ce processus.

Dans un premier temps, les membres du GATT ont convenu que le Conseil du GATT ferait périodiquement un examen multilatéral de toutes les parties contractantes. Ces examens seraient entrepris sur une base individuelle, tous les deux, quatre ou six ans selon l'importance du pays sur les marchés mondiaux, quoique moins fréquemment pour les pays les moins développés. De plus, le Secrétariat du GATT continuera de publier chaque année des rapports généraux sur l'évolution du système des échanges internationaux. Il reste à voir si cela suffira. Il faudra peut-être prendre d'autres mesures si l'on veut que le GATT accomplisse pour le commerce ce que le Comité d'aide au développement de l'OCDE fait pour l'aide internationale, c'est-à-dire la production d'un rapport annuel analogue à celui du Comité d'aide au développement qui attribue des points à chaque pays.

Cela nous amène à nous demander quel est le mécanisme national le plus approprié et le plus efficace pour élaborer et évaluer les politiques commerciales. On trouve plusieurs références, dans les documents et les débats sur ce sujet, à la Australian Industries Assistance Commission (IAC) et à la US International Trade Commission (Leutwiler, 1985; Long, 1989). Le président de l'IAC soutient que l'existence de tels organismes nationaux sont essentiels si l'on veut modifier la façon dont on élabore une politique commerciale, c'est-à-dire adopter une série de compromis au niveau de l'économie nationale au lieu de trouver un équilibre entre les demandes des pays étrangers et les demandes des groupes de pression nationaux (Carmichael, 1986). Par ailleurs, on se pose des questions sur l'efficacité de l'IAC et sur la possibilité d'instituer des organismes similaires dans les pays en voie de développement. Plus précisément, certains observateurs se demandent si la création d'un nouvel organisme ne ferait pas qu'ajouter un autre palier à la lourde bureaucratie.

La Banque mondiale et d'autres organismes se sont également montrés disposés à aider les pays en voie de développement à rationaliser et à raffermir leurs mécanismes d'élaboration d'une politique commerciale, étant donné le rôle clé apparent de la libéralisation des échanges dans la

réorganisation économique et la complexité des réformes d'orientation. Il semblerait donc approprié de faire une analyse comparée des structures existantes d'élaboration et d'évaluation des politiques commerciales : comment les pays en voie de développement élaborent-ils une politique commerciale? Quels sont les moyens de contrôle et d'équilibrage? Quels modèles ont le plus de succès? Long et coll. (1989) énumèrent, dans leur rapport, les caractéristiques souhaitables, mais leur enquête se limite aux organismes faisant partie de l'OCDE.

Martone et Primo Braga (1978, page 77 et page 96), par exemple, soulignent la nécessité de réformer les organismes commerciaux (et les lois) du Brésil, si l'on veut rationaliser la politique commerciale, c'est-à-dire accroître la transparence et prendre également en considération les intérêts des consommateurs.

Ikiara (1989) souligne la nécessité d'apporter des changements radicaux à la façon dont les politiques commerciales sont élaborées en Afrique. Il est particulièrement préoccupé par la façon d'accroître la participation africaine aux négociations commerciales multilatérales, laquelle participation a été grandement limitée par un manque de personnel formé et expérimenté et de moyens de soutien. Il ne faut pas seulement améliorer la communication avec les capitales, mais il faut aussi dresser les priorités en matière de commerce. Cela signifie qu'il faut accroître les ressources consacrées à la recherche sur les politiques commerciales, favoriser des consultations plus étroites entre les fonctionnaires commerciaux, le secteur privé, les établissements de recherche et les universitaires, et améliorer les rapports entre les divers ministères concernés. (Frimpong-Ansah, 1988, soulève des points similaires.) Bien que les pays puissent favoriser un regroupement régional pour atteindre des objectifs communs, ils doivent d'abord déterminer leurs propres intérêts nationaux. Comme Ikiara le souligne, un trop grand nombre de pays ont pris faussement pour acquis que les intérêts du bloc dont ils font partie sont compatibles avec les leurs. Les organismes externes pourraient apporter une aide financière aux établissements régionaux qui se spécialisent dans l'économie internationale et les négociations commerciales.

Dans son étude sur les pays en voie de développement et le système commercial mondial financée par la Fondation Ford, John Whalley conclut également à un manque de compétences de base en matière de politique commerciale dans la plupart des pays. Il recommande par conséquent que la Fondation Ford et d'autres organismes financent la création d'établissements de recherche sur les politiques commerciales sur chaque continent. Ces établissements auraient pour objectif d'accroître les compétences des pays et également d'examiner les questions régionales, par exemple, la dette et les échanges en Amérique Latine et les produits de base en Afrique. Malgré le travail utile que

pourraient faire ces établissements, ils devraient constituer un complément et non un substitut à la création d'un organisme statutaire indépendant et non judiciaire dans chaque pays (Long et coll., 1989).

Déterminants politiques et économiques

Avant de pouvoir élaborer de nouvelles politiques durables, il semble essentiel de mieux comprendre les déterminants politiques et économiques d'une politique commerciale. Il peut être utile de déterminer quelles politiques risquent d'être contestées et si une indemnisation est appropriée (Mosley et Toye, 1988). Par exemple, en Corée, Young (1988) fait remarquer que, pendant de nombreuses années où la responsabilité de la politique commerciale incombait à quelques technocrates, l'efficacité macro-économique était la considération clé. Plus récemment, toutefois, divers groupes d'intérêt ont pris part au processus de décision, et les décideurs ont dû ralentir le rythme de la libéralisation afin de prendre en compte les répercussions sur la répartition du revenu.

Les connaissances sur ce sujet sont limitées. On a entrepris un certain nombre d'études dans les pays industrialisés (par exemple, les études de la Banque mondiale menées au début des années 1980; Baldwin, 1985; Destler et Odell, 1987; Magee et Young, 1987), mais elles sont encore moins nombreuses pour les pays en voie de développement (par exemple, Kohli, 1989; Bautista, 1989, où l'on trouve seulement un chapitre sur les aspects politiques). Heimenz et Langhammer (1989) suggèrent d'étudier également l'économie politique de la promotion des exportations.

Bhagwati (1988) examine la façon dont divers facteurs politiques et institutionnels déterminent la politique commerciale d'un pays. Selon lui, dans certains pays industrialisés, le soutien du pouvoir exécutif en faveur du libre-échange associé au soutien du pouvoir législatif en faveur des intérêts sectoriels peut donner lieu à l'élaboration de tactiques protectionnistes 'non étanches'. L'importance de ce modèle politique 'bicéphale' pourrait être l'objet d'autres recherches.

Pour ce qui est des déterminants économiques, on pourrait faire d'autres recherches sur les aspects suivants : la nature du rapport existant entre la politique commerciale et les événements financiers et monétaires à l'échelle internationale, et les facteurs structurels expliquant le nouveau protectionnisme (Grilli, 1988; Dornbusch et Frankel, 1987).

6. Négociations commerciales

Les négociations relatives à la politique commerciale est un autre aspect qui pourrait prendre de plus en plus d'importance. Par le passé, de nombreux pays en voie de

développement ont adopté une attitude essentiellement passive dans le cadre des négociations du GATT; dans la plupart des cas, leur participation s'est limitée à obtenir un traitement spécial non réciproque. Quels que soient les avantages d'une telle attitude (Hudec, 1987), la perspective de l'intensification du protectionnisme ainsi que les demandes de gradation ont forcé plusieurs pays à participer au processus de négociations commerciales, tant multilatéralement au sein du GATT que bilatéralement (voir, par exemple, Whalley et coll., 1989, Finlayson et Weston, 1990). Les négociations commerciales entre pays en développement se sont également intensifiées avec le SGPC et ont ravivé l'intérêt à l'égard des ententes régionales.

McMillan (1988) décrit les avantages pour les pays en voie de développement à avoir recours à des mesures de représailles et de réciprocité pour améliorer leur accès aux marchés. Certains pays ont réagi à l'imposition de contingents particulièrement sévères sur leurs exportations de vêtements en diminuant leurs importations. D'autres pays (notamment la Corée, voir Allgeier, 1988) ont commencé à diminuer leurs propres restrictions sur les importations afin de se prémunir contre d'autres mesures visant leurs exportations. Parallèlement à cela, ils ont tenté d'obtenir l'appui des marchés d'exportation en faveur d'un système commercial ouvert en faisant des pressions, par exemple, auprès des législateurs ainsi que des importateurs, des groupes de consommateurs et même des banquiers (Destler et Odell, 1987).

Plusieurs pays ont entrepris de libéraliser unilatéralement leurs échanges dans une perspective de réorganisation économique (ce qui a soulevé la question sur la façon d'obtenir du 'crédit' dans les négociations du GATT). Même ici, des négociations ont eu lieu avec le FMI et la Banque mondiale au sujet des politiques appropriées.

Malgré leur intérêt accru à l'égard du GATT et leurs contributions sans précédent au Uruguay Round (par exemple, sous la forme de propositions écrites), la plupart des pays en voie de développement ont eu une participation limitée à cause de la structure même des négociations. Peu de pays peuvent se permettre d'envoyer les importantes délégations qui sont nécessaires pour assister à toutes les réunions qui se tiennent en même temps. Cela nous incite à nous demander s'il faudrait permettre une certaine forme de représentation conjointe (selon l'exemple des pays de l'Association européenne pour le libre échange ou des membres de l'Association des nations de l'Asie du sud-est) ou s'il faudrait modifier la structure.

Les exemples de négociations collectives en matière de commerce à l'extérieur du GATT sont relativement limitées (et même, au sein du GATT, on se demande jusqu'à quel point les pays en voie de développement pourraient former des coalitions, voir Kahler et Odell, 1988). La CNUCED constitue une importante

exception, le Groupe des 77 ayant mis sur pied le SGP, le SGPC et, plus récemment, le Fonds commun (bien que l'on puisse se demander s'il s'agit là de vraies victoires). Il ne faut pas non plus oublier les négociations conjointes, sous les auspices de la CNUCED, qui ont donné lieu avec succès à la conclusion de plusieurs ententes internationales sur les produits de base au cours des années 1970. Un nouvel examen des raisons qui ont mené à la détérioration de ces ententes au cours des années 1980 pourrait nous fournir des leçons pour les négociations conjointes dans l'avenir.

Voici quelques questions qu'il faudrait étudier plus en détail. Y a-t-il place pour des négociations conjointes à l'extérieur du GATT? Quelles leçons doit-on tirer des techniques utilisées par les pays en voie de développement plus avancés (par exemple, les groupes de pression)? Dans quelle mesure l'aide technique est-elle utile aux pays qui négocient des ententes commerciales avec des partenaires commerciaux ou des organismes multilatéraux?[6] Comment les facteurs non liés aux échanges (par exemple, la dette ou les relations extérieures) influent-ils sur le processus de négociation?

7. Vision renouvelée de l'interdépendance Nord-Sud

Bien qu'une grande partie des derniers travaux aient porté sur les ajustements que les pays en voie de développement devraient faire à leur politique économique, il y a eu très peu de travaux sur les ajustements complémentaires que devraient faire les pays industrialisés. On admet généralement que le protectionnisme des pays industrialisés coûte aux pays en voie de développement beaucoup plus que ce qu'ils reçoivent en aide - deux fois plus, selon certains chiffres. Il serait intéressant d'analyser les hypothèses (explicites ou implicites) sur l'accès aux marchés des pays industrialisés qui sous-tendent les récents programmes d'ajustement structurel. Dans quelle mesure l'accès aux marchés a-t-elle été restreinte par des éléments comme l'introduction de contingents ou de tarifs? Si l'on prend pour acquis les barrières commerciales existantes, dans quelle mesure l'amélioration de l'accès aux marchés du Nord faciliterait-elle l'ajustement structurel du Sud? Les réponses à ces questions pourraient, à leur tour, susciter d'autres recherches sur l'ampleur de l'ajustement nécessité dans le Nord.

Comme complément, on pourrait également analyser les occasions à plus long terme pour les pays industrialisés qu'offrent les économies du Sud en voie de réorganisation,

---

[6]La CNUCED, la Banque mondiale et le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, entre autres, ont fournit une aide dans le cadre des rondes de négociation du GATT.

spécialement en terme d'exportations et d'investissements. À moyen terme, toutefois l'expansion des ventes vers de nombreux pays en voie de développement nécessitera de nouvelles sources de financement, comme des mécanismes financiers compensatoires, des échanges de contre-partie et des investissements privés accrus. Les avantages relatifs des différents mécanismes commerciaux pourraient faire l'objet d'un examen. Certains des pays en voie de développement plus pauvres et plus petits s'inquiètent tout particulièrement de l'ampleur de la distorsion causée à leurs marchés par l'aide liée du Nord (y compris l'aide alimentaire) et les politiques de crédit à l'exportation. Des travaux dans ce domaine pourraient se fonder sur les récentes études de cas de pays effectuées par l'OCDE.

III. Conclusion

Il n'est pas possible, dans un exposé de cette envergure, de traiter de façon exhaustive de tous les domaines de recherche en matière de politique commerciale se rapportant aux pays en voie de développement. Par conséquent, nous avons cherché à mettre en lumière un certain nombre de domaines clés.

Ces dernières années, de nombreux pays en voie de développement ont modifié de façon radicale leur politique commerciale dans une perspective de réorganisation économique. Le temps est venu de faire l'inventaire de ces changements et d'évaluer leurs impacts sur les perspectives de développement à plus long terme - plus particulièrement les répercussions sur l'emploi, l'industrialisation et la répartition du revenu - ainsi que sur les balances commerciales. Dans les cas où les résultats ont été favorables, il faut isoler les facteurs sous-jacents avant de déterminer dans quelle mesure ces expériences peuvent être répétées dans d'autres pays. Dans les cas où les résultats ont été limités, il faut examiner des solutions de remplacement, y compris des mécanismes de compensation et différentes stratégies (diversification des marchés et des produits).

Le rôle des gouvernements dans les échanges commerciaux est une question centrale - les gouvernements doivent-ils participer au choix et à l'établissement d'industries efficaces de remplacement des importations ou d'exportation et, le cas échéant, dans quelle mesure doivent-ils le faire. Il faut faire d'autres travaux de recherche afin de déterminer dans quelle mesure les politiques gouvernementales dans de nombreux secteurs peuvent influer sur les avantages comparatifs. Il est important, dans ce contexte, d'étudier des façons de rationaliser et d'améliorer la structure de prise de décision et de surveillance en matière de politique commerciale. Il est également essentiel d'établir des mesures complémentaires visant à raffermir l'analyse des politiques commerciales à l'extérieur des gouvernements. Ces deux éléments sont des prérequis importants pour l'amélioration des négociations commerciales.

Un troisième domaine de recherche porte sur les questions qui deviendront probablement importantes dans les futures rondes de négociations commerciales, tant en terme de substance que de processus. Par exemple, on peut mentionner les intérêts des pays en voie de développement à l'égard des services et des règles sur les pratiques commerciales restrictives, le nouveau rôle du bloc des pays communistes au sein du GATT et l'élaboration de structures de négociation de remplacement.

Bien que l'on ait axé davantage l'attention sur l'ajustement des pays en voie de développement, il faut faire des travaux parallèles en vue d'évaluer si les pays industrialisés jouent un rôle complémentaire adéquat, particulièrement au

chapitre de leur politique commerciale, et, si cela n'est pas le cas, comment ils peuvent éliminer les contraintes. Il reste à voir si le Uruguay Round créera les occasions dont les pays en voie de développement ont besoin pour renouveler leur intérêt à l'égard d'une croissance orientée sur l'extérieur.

Bibliographie

M. Abreu, 'Developing Countries and the Uruguay Round of Trade Negotiations', First Annual World Bank Conference on Development Economics (27-28 avril 1989).

T. Addison et L. Demery, 'The impact of liberalisation on growth and equity', in G. Renshaw (ed), Market Liberalisation, Equity and Development, World Employment Programme, OIT, Genève, 1989.

M. Agarwal, 'A Comparative Analysis of India's Export Performance, 1965-80', The Indian Economic Review XXIII:2 (juin-décembre 1988).

P. Allgeier, 'Korean Trade Policy in the Next Decade: Dealing with Reciprocity', World Developement 16:1 (janvier 1988).

M. Ariff, 'The Role of ASEAN in the Uruguay Round: Opportunities and Constraints', exposé faisant partie du projet de la Fondation Rockefeller sur les négociations commerciales multilatérales et les pays en voie de développement, 1988.

B. Balassa, 'Policy Choices for Developing Countries', The Indian Economic Review XXIII:1 (janvier-juin 1988)(a).

B. Balassa, 'Interest of Developing Countries in the Uruguay Round', The World Economy 11:1 (mars 1988)(b).

R. Baldwin, The Political Economy of US Import Policy, MIT Press, Cambridge, 1985.

Banque africaine de développement, Rapport annuel 1989, Abidjan, 1989.

Banque mondiale, Beyond Adjustment: Toward Sustainable Growth with Equity in sub-Saharan Africa, Washington DC, 1988 (mimeo).

Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1987, Washington DC, 1987.

Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1989, Washington DC, 1989.

R. Bautista, Impediments to Trade Liberalization in the Philippines, Trade Policy Research Centre, Thames Essay No. 54, Gower 1989.

R. Benko, 'Intellectual Property Rights and the Uruguay Round', The World Economoy 11:2 (juin 1988).

J. Bhagwati, 'Export-Promoting Trade Strategy: Issues and Evidence', The World Bank Research Observer 3:1 (janvier 1988)(a).

J. Bhagwati, Protectionism, MIT Press, Cambridge, 1988(b).

J. Bhagwati, Anatomy and Consequence of Exchange Control Regimes, Ballinger, Cambridge, 1978.

K. Bhatia, 'Foreign Trade and Income Distribution: The Case of Malaysia', The Centre for the Study of International Economic Relations Working Paper 880IC (décembre 1987).

F. Bourguignon et C. Morrisson, Commerce extérieur et distribution des revenus, Centre de développement de l'OCDE, Paris, 1989.

C. Bradford Jr, 'NICs and the Next-Tier NICs as Transitional economies' in Bradford and Branson (eds) Trade and Structural Change in Pacific Asia, NBER 1987.

R. Brecher et E. Choudhri, 'Immiserizing Investment from Abroad: the Singer-Prebisch Thesis Reconsidered', The Quarterly Journal of Economics, 97:1, février 1982.

W. Carmichael, 'National Interest and International Trade Negotiations', World Economy, décembre 1986.

W. Cline, 'Macroeconomic Influences on Trade Policy', in "U.S. Trade Policy: Short-term Pressures and Long-term Strategy" American Economic Review 79:2 (mai 1989).

E. Colombatto, 'New Evidence on Exports and Growth in the LDCs', Centro Studi Luca d'Agliano - Queen Elizabeth House Development Studies Working Papers 5 (septembre 1988).

D. DeRosa, 'Asian Preferences and the Gains from MFN Tariff Reductions', The World Economy, septembre 1988.

A. Desai, 'India and the Uruguay Round', exposé faisant partie du projet de la Fondation Rockefeller sur les négociations commerciales multilatérales et les pays en voie de développement, 1988.

I. Destler et J. Odell, Anti-Protection: Changing Forces in United States Trade Politics, Policy Analyses in International Economics No 21, Institute for International Economics, Washington D.C., 1987.

R. Dornbusch et J. Frankel, 'Macroeconomics and Protection', in R Stern (ed), US Trade Policies in a Changing World Economy, MIT Press, Cambridge, 1987.

S. Edwards, 'Terms of Trade, Tariffs, and Labor Market Adjustment in Developing Countries', The World Bank Economic Review 2:2 (mai 1988).

L. Emmerij (ed), Un monde ou plusieurs?, OCDE, Paris, 1989.

R. Erzan, S. Laird et A. Yeats, 'On the Potential for Expanding South-South Trade Through the Extension of Mutual Preferences Among Developing Countries', World Development 16:12 (décembre 1988).

R. Feinberg, 'Intellectual Property, Injury, and International Trade', Journal of World Trade 22:2 (avril 1988).

J. Finlayson et A. Weston, The GATT, Middle Powers and the Uruguay Round, Middle Powers in the International System No.5, NSI, Ottawa, 1990, sous presse.

FMI, World Economic Outlook, avril 1989.

J. Frimpong-Ansah, 'Sub-Saharan Africa and the International Trade System', exposé faisant partie du projet de la Fondation Rockefeller sur les négociations commerciales multilatérales et les pays en voie de développement, 1988.

GATT, Communiqué, le 21 février 1989.

GATT, Evolution du système du commerce international, Genève, divers numéros.

E. Grilli, 'Macro-economic Determinants of Trade Protection', The World Economy 11:3 (septembre 1988).

E. Grilli et M. Yang, 'Primary Commodity Prices, Manufactured Goods Prices, and the Terms of Trade: What the Long Run Shows', The World Bank Economic Review 2:1 (janvier 1988).

G. Grossman et E. Helpman, 'Comparative Advantage and Long-Run Growth', National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 1809, Cambridge, janvier 1989.

O. Havrylyshyn (ed), Exports of Developing Countries. How Direction Affects Performance, Banque mondiale, Washington DC, 1987.

G. Helleiner, 'Outward orientation, import instability and African economic growth: An empirical investigation', in S. Lall and F. Stewart (eds), Theory and Reality in Development, Macmillan, Londres, 1986.

G. Helleiner, 'Trade Strategy in Medium-Term Adjustment', World Development, sous presse, 1989.

E. Helpman, 'The Non-Competitive Theory of International Trade and Trade Policy', First Annual World Bank conference on Development Economics (27-28 avril 1989).

U. Hiemenz et R. Langhammer, 'Liberalisation and the successful integration of developing countries into the world economy' in G. Renshaw (ed), op cit.

R. Hudec, Developing Countries in the GATT Legal System, Trade Policy Research Centre, Thames Essay No. 50, Gower, Londres 1987.

G. Ikiara, 'Promoting Africa's Participation in Multilateral Trade Negotiations', miméo, 1989.

J. Jalali (ed), A Research Inventory for the Multilateral Trade negotiations, Banque mondiale, Washington DC, 1988.

J. Jalali (ed), A Research Inventory for the Multilateral Trade negotiations, Banque mondiale, Washington DC, 1989.

J. Jebuni, J. Love, et D. Forsyth, 'Market Structure and LDCs' Manufactured Export Performance', World Developement 16:12 (décembre 1988).

M. Kahler et J. Odell, 'Developing Country Coalition-Building and International Trade Negotiations', in Whalley (1989a).

K. Koekkoek, 'The Integration of Developing Countries in the GATT System,' World Development 16:8 (août 1988).

A. Kohli, 'Politics of Economic Liberalization in India', World Development, Vol. 17, nº 3, 1989.

M. Kostecki, 'Export-restraint Arrangements and Trade Liberalization', The World Economy 10:4 (décembre 1987).

M. Kostecki, 'Electronics Trade Policies in the 1980s', Journal of World Trade 23:1 (février 1989).

A. Krueger, Foreign Trade Regimes and Economic Development: Liberalization Attempts and Consequences, Ballinger, Cambridge, 1978.

S. Laird et A. Yeats, 'Trends in Nontariff Barriers of Developed Countries, 1966-1986', International Economics Department, Banque mondiale, Policy, Planning, and Research Working Papers (International Trade) WPS 137 (décembre 1988).

D. Lal et S. Rajapatirana, 'Foreign Trade Regimes and Economic Growth in Developing Countries', The World Bank Research Observer 2:2 (juillet 1987).

R. Langhammer, 'Implications of Foreign Trade Liberalization in Developing Countries', The Indian Journal of Economics LXVIII:269 (octobre 1987).

F. Leutwiler et coll., Politique commerciale et prospérité, GATT, 1985.

I. Little et coll., Industry and Trade in some Developing Countries, OUP, 1970.

O. Long et coll., Public Scrutiny of Protection. Domestic Policy Transparency and Trade Liberalization, Trade Policy Research Centre Special Report No. 7, Londres, Gower, 1989.

J. Love, 'Export Instability, Imports, and Investment in Developing Countries', The Journal of Developement Studies 25:2 (janvier 1989).

J. Loxley, Ghana. Economic Crisis and the Long Road to Recovery, L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 1988.

J. Macomber, 'East Asia's Lessons for Latin American Resurgence', The World Economy 10:4 (décembre 1987).

S.P. Magee et L. Young, 'Endogenous Protection in the United States, 1900-84', in R. Stern (ed), US Trade Policies in a Changing World Economy, MIT Press, Cambridge 1987.

C. Martone et C. Primo Braga, 'Brazil and the Uruguay Round', exposé faisant partie du projet de la Fondation Rockefeller sur les négociations commerciales multilatérales et les pays en voie de développement, 1988.

W. McCleary, 'Prêts à l'ajustement et application des réformes', Finances et Développement, 26:1 (mars 1989).

J. McMillan, 'A Game-Theoretic View of International Trade Negotiations: Implications for the Developing Countries', in Whalley (ed) Vol. 1, 1988.

M. Michaely, A. Choski, and D. Papageorgiou, 'Organiser la libéralisation des échanges', Finances et Développement, mars 1989.

C. Moran, 'A Structural Model for Developing Countries' Manufactured Exports', The Word Bank Economic Review (septembre 1988).

P. Mosley et J. Toye, 'Design of Structural Adjustment Programmes', Development Policy Review, 6:4, décembre 1988.

M. Mrak, 'Current Economic Crisis and South-South Cooperation', The Indian Journal of Economics LXVIII:269 (octobre 1987).

D. Nayyar, 'Some Reflections on the Uruguay Round and Trade in Services', Journal of World Trade 22:5 (octobre 1988).

ONU, Commission économique pour l'Afrique, Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel, Addis Abbeba 1989.

H. Preusse, 'The Indirect Approach to Trade Liberalisation: Dynamic consideration on Liberalisation-cum-Stabilization Policies in Latin America', World Development 16:8 (août 1988).

J.D. Richardson, 'Empirical Research on Trade Liberalisation with Imperfect Competition: A Survey', OCDE, Département des Affaires économiques et statistiques, Document de travail 16363 (novembre 1988).

D. Rodrik, 'Imperfect Competition, Scale Economies, and Trade Policy in Developing countries', in R. Baldwin (ed) Trade Policy Issues and Empirical Analysis, University of Chicago Press, Chicago, 1988.

J. Sachs, Trade and Exchange Rate Policies in Growth-Oriented Adjustment Programs, National Bureau of Economic Research Working Paper No. 2226, avril 1987.

P. Sarkar, 'The Long-Term Behaviour of Terms of Trade Between Primary Products and Manufactures: From the Classical Idea to the Prebisch-Singer Hypothesis', The Indian Economic Journal 34:3 (janvier-mars 1987).

N. Siddharthan, 'International Economic Turmoil: The Process of Creative Destruction', The Indian Economic Journal 35:4 (avril-juin 1988).

H. Singer and P. Gray, 'Trade Policy and Growth of Developing Countries: Some New Data', World Development 16:3 (mars 1988).

J. Whalley (ed), Developing Countries and the Global Trading System. Vol. 1 Thematic Studies, Macmillan, Londres, 1989 (a).

J. Whalley (ed), Developing Countries and the Global Trading System. Vol. 2 Country Studies, Macmillan, Londres, 1989 (b).

J. Whalley et coll., The Uruguay Round and Beyond , Macmillan, Londres, 1989.

J. Wyeth, Diversification: Eight Lessons from Honduran Experience in the Coffee Sector, IDS Discussion Paper No 259, avril 1989.

R. Young, Zambia. Adjusting to Poverty, L'Institut Nord-Sud, Ottawa, 1988.

S. Young, 'The Repubic of Korea and the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations', exposé faisant partie du projet de la Fondation Rockefeller sur les négociations commerciales multilatérales et les pays en voie de développement, 1988.